



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de l'Économie

Rapport d'activité 2019

Volume 3

**Institut national de la statistique et
des études économiques (Luxembourg)
STATEC**

STATEC

Institut national de la statistique
et des études économiques

B.P. 304
L - 2013 Luxembourg
www.statec.lu

Rapport d'activité 2019 1

1. Division MAC – Statistiques macroéconomiques 6

1.1 Bilan de l'année 2019 6

1.1.1 Bilan des objectifs opérationnels 6

1.1.1.1 Évaluation des objectifs opérationnels qui visent la division en entier 6

1.1.1.2 Évaluation des objectifs opérationnels pour l'unité MAC1 17

1.1.1.3 Évaluation des objectifs opérationnels pour l'unité MAC2 18

1.1.1.4 Évaluation des objectifs opérationnels pour l'unité MAC3 18

1.1.1.5 Évaluation des objectifs opérationnels pour l'unité MAC4 18

1.1.1.6 Évaluation des objectifs opérationnels pour l'unité MAC5 19

1.1.2 Bilan des travaux courants 19

1.1.2.1 Évaluation des travaux courants de l'unité MAC1 19

1.1.2.2 Évaluation des travaux courants de l'unité Mac 2 20

1.1.2.3 Évaluation des travaux courants de l'unité MAC3 21

1.1.2.4 Évaluation des travaux courants de l'unité MAC4 21

1.1.2.5 Évaluation des travaux courants de l'unité MAC5 22

1.1.3 Bilan de communication 22

1.1.3.1 Publications 22

2. Division SOC – Statistiques sociales 23

2.1 Bilan de l'année 2019 23

2.1.1 Bilan des objectifs opérationnels 23

2.1.1.1. Évaluation des objectifs opérationnels qui visent la division « statistiques sociales » en entier 23

2.1.1.2 Évaluation des objectifs opérationnels pour l'unité « Conditions de vie » (SOC1) 23

2.1.1.3 Évaluation des objectifs opérationnels pour l'unité « Marché du travail et éducation » (SOC2) 24

2.1.1.4 Évaluation des objectifs opérationnels pour l'unité « Population et logement » (SOC3) 24

2.1.1.5 Évaluation des objectifs opérationnels pour l'unité « Prix » (SOC4) 24

2.1.2 Bilan des travaux courants 25

2.1.2.1 Évaluation des travaux courants de l'unité « Conditions de vie » (SOC1) 25

2.1.2.2 Évaluation des travaux courants de l'unité « Marché du travail et éducation » (SOC 2) 26

2.1.2.3 Évaluation des travaux courants de l'unité « Population et logement » (SOC3) 26

2.1.2.4 Évaluation des travaux courants de l'unité « Prix » (SOC4) 27

2.1.3 Bilan de communication 28

2.1.3.1 Publications 28

3. Division ENT- Statistiques d'entreprises 29

3.1 Bilan de l'année 2019 29

3.1.1 Bilan des objectifs opérationnels 29

3.1.1.1 Évaluation des objectifs opérationnels qui visent la division en entier 29

3.1.1.2 Évaluation des objectifs opérationnels pour l'unité ENT1 30

3.1.1.3 Évaluation des objectifs opérationnels pour l'unité ENT2 30

3.1.1.4 Évaluation des objectifs opérationnels pour l'unité ENT3 30

3.1.1.5 Évaluation des objectifs opérationnels pour l'unité ENT4 31

3.1.1.6 Évaluation des objectifs opérationnels pour l'unité ENT5 31

3.1.2 Bilan des travaux courants 31

1.1.2.1 Évaluation des travaux courants de l'unité ENT1 31

1.1.2.2 Évaluation des travaux courants de l'unité ENT2 31

1.1.2.3 Évaluation des travaux courants de l'unité ENT3 32

1.1.2.4 Évaluation des travaux courants de l'unité ENT4 32

1.1.2.5 Évaluation des travaux courants de l'unité ENT5 32

3.1.3 Bilan de communication 32

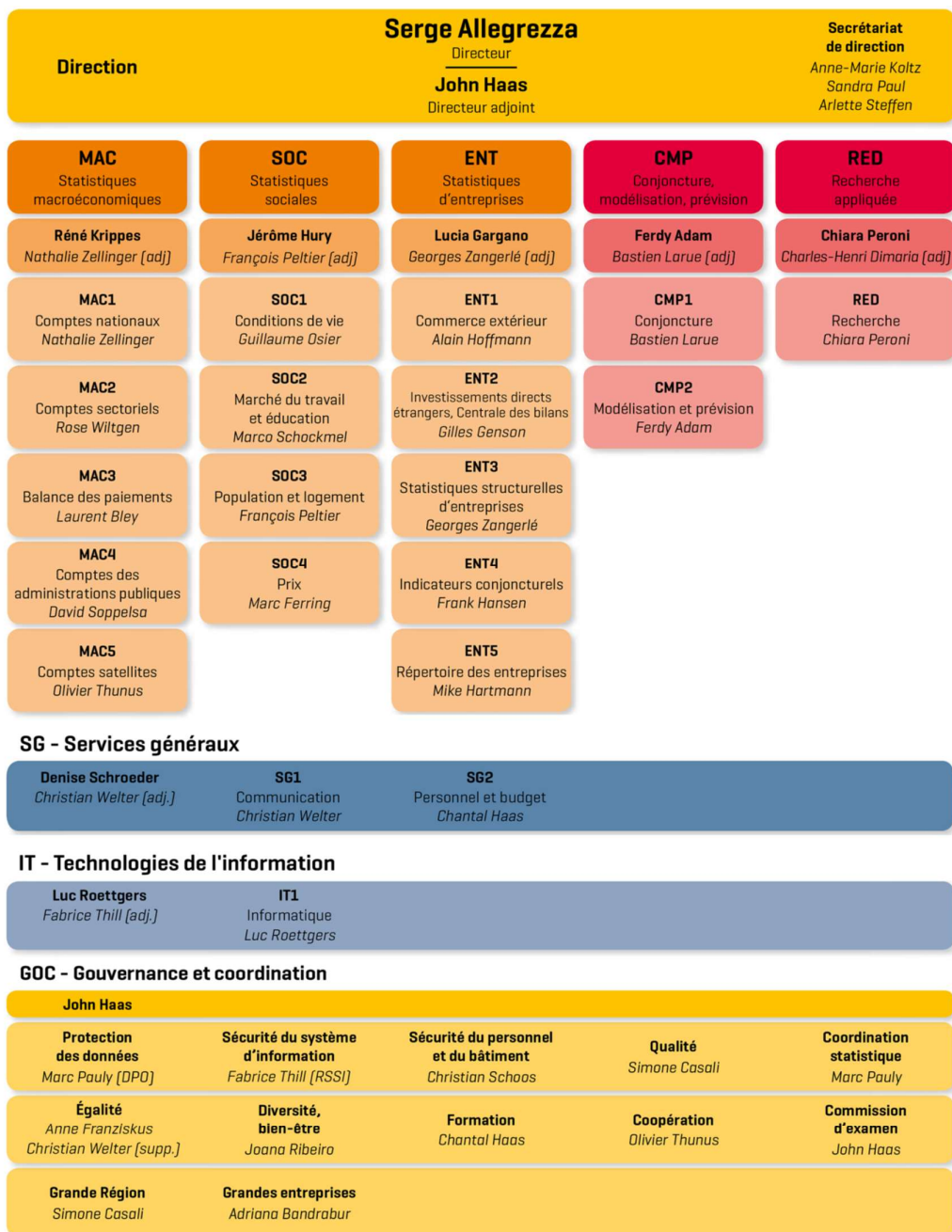
1.1.3.4 Publications 32

4.	Division CMP – Conjoncture, modélisation, prévision	34
4.1	Bilan de l'année 2019	34
4.1.1	<i>Bilan des objectifs opérationnels:</i>	34
4.1.1.1	Évaluation des objectifs opérationnels qui visent la division en entier	35
4.1.2	<i>Bilan des travaux courants</i>	36
4.1.2.1	Évaluation des travaux courants	36
4.1.3	<i>Bilan de communication</i>	36
4.1.3.1	Publications	36
5.	Division RED – Recherche appliquée	37
5.1	Bilan de l'année 2019	37
5.1.1	<i>Bilan des objectifs opérationnels</i>	37
5.1.1.1	Évaluation des objectifs opérationnels qui visent la division en entier	37
5.1.2	<i>Bilan des travaux courants</i>	42
5.1.2.1	Évaluation des travaux courants de l'unité RED	42
5.1.3	<i>Bilan de communication</i>	43
5.1.3.1	Publications	43
6.	Division SG – Services généraux	44
6.1	Bilan de l'année 2019	44
6.1.1	<i>Évaluation des objectifs opérationnels qui visent la division en entier</i>	44
6.1.1.1	Unité : SG2 – Personnel et Budget	44
6.1.2	<i>Évaluation des objectifs opérationnels</i>	44
6.1.2.1	Unité SG1 - Communication	44
6.1.2.2	Unité SG2 – Personnel et Budget	47
6.2	Bilan des travaux courants	48
6.2.1	<i>Évaluation des travaux courants</i>	48
6.2.1.1	Unité SG1 - Communication	48
6.2.1.2	Unité SG2 - Personnel et Budget	49
6.2.2	<i>Bilan de communication</i>	51
6.2.2.1	Unité SG1 - Communication	51
6.2.3	<i>Publications</i>	51
7.	Division GOC – Gouvernance et coordination	51
7.1	Bilan de l'année 2019	51
7.1.1	<i>Bilan des objectifs opérationnels</i>	51
7.1.1.1	Évaluation des objectifs opérationnels qui visent la division en entier	51
7.1.1.2	Évaluation des objectifs opérationnels pour le responsable de la sécurité du système d'information	51
7.1.1.3	Évaluation des objectifs opérationnels pour le délégué à la <i>protection des données</i>	51
7.1.1.4	Évaluation des objectifs opérationnels pour la responsable de la <i>qualité</i>	52
7.1.1.5	Évaluation des objectifs opérationnels pour l'unité <i>Grandes Entreprises</i>	53
7.1.1.6	Évaluation des objectifs opérationnels pour la coordinatrice <i>Grande Région</i>	53
7.1.1.7	Évaluation des objectifs opérationnels pour le délégué à la <i>coordination statistique</i>	54
7.1.1.8	Évaluation des objectifs opérationnels pour la déléguée à la <i>formation</i>	54
7.1.1.9	Évaluation des objectifs opérationnels pour la <i>Commission d'examen</i>	54
7.1.1.10	Évaluation des objectifs opérationnels pour le délégué à la <i>coopération</i>	54
7.1.1.11	Évaluation des objectifs opérationnels pour la déléguée « <i>diversité et bien-être</i> »	55
7.1.1.12	Évaluation des objectifs opérationnels pour le délégué à la <i>sécurité du personnel et du bâtiment</i>	55
7.1.1.13	Évaluation des objectifs opérationnels pour la déléguée à l' <i>égalité</i>	55

7.1.2	<i>Bilan des travaux courants</i>	55
7.1.2.1	Évaluation des travaux courants du responsable de la <i>sécurité du système d'information</i>	55
7.1.2.2	Évaluation des travaux courants du délégué à la <i>protection des données</i>	55
7.1.2.3	Évaluation des travaux courants pour la responsable de la <i>qualité</i>	56
7.1.2.4	Évaluation des travaux courants de l'unité <i>Grandes Entreprises</i>	56
7.1.2.5	Évaluation des travaux courants de la coordinatrice <i>Grande Région</i>	56
7.1.2.6	Évaluation des travaux courants du délégué à la <i>coordination statistique</i>	56
7.1.2.7	Évaluation des travaux courants de la déléguée à la <i>formation</i>	56
7.1.2.8.	Évaluation des travaux courants de la <i>Commission d'examen</i>	57
7.1.2.9	Évaluation des travaux courants du délégué à la <i>coopération</i>	57
7.1.2.10	Évaluation des travaux courants de la déléguée « <i>diversité et bien-être</i> »	57
7.1.2.11	Évaluation des travaux courants du délégué à la <i>sécurité du personnel et du bâtiment</i>	57
7.1.2.12	Évaluation des travaux courants de la déléguée à l' <i>égalité</i>	57
7.1.3	<i>Bilan de communication</i>	57
7.1.4	Publications	57
8.	Division IT – Informatique	58
8.1	Bilan de l'année 2019	58
8.1.1	<i>Bilan des objectifs opérationnels</i>	58
8.1.1.1	Évaluation des objectifs opérationnels qui visent la division en entier	58
8.1.2	<i>Bilan des travaux courants</i>	60
8.1.2.1	Évaluation des travaux courants de la division IT	60
8.1.3	<i>Bilan de communication</i>	61
8.1.3.1	Publications	61

Institut national de la statistique et des études économiques (Luxembourg) STATEC

Organigramme (01.08.2019)



STATEC

STATEC - Institut national de la statistique et des études économiques
 13, rue Erasme - L-1468 Luxembourg
 T +352 247-84219 M info@statec.etat.lu
 F +352 46 42 89 W statec.lu

Situation au 1er août 2019

1. Division MAC – Statistiques macroéconomiques

1.1 Bilan de l'année 2019

1.1.1 Bilan des objectifs opérationnels

1.1.1.1 Évaluation des objectifs opérationnels qui visent la division en entier

La division des statistiques macroéconomiques (MAC) est en charge de la compilation des comptes nationaux, de la balance des paiements, des statistiques des finances publiques et des déficits excédentaires. En plus elle établit les statistiques sur l'énergie et les comptes de l'environnement ainsi que d'autres comptes satellites.

Ces statistiques reposent sur des référentiels méthodologiques internationaux le plus souvent repris ensuite dans des textes légaux de l'Union européenne ou d'autres. Le recours à des référentiels méthodologiques internationaux un prérequis pour permettre la comparabilité des statistiques macroéconomiques entre pays.

Ainsi la comptabilité nationale repose sur le système européen des comptes SEC2010, qui reprend les concepts du Système de comptabilité nationale des Nations unies, utilisés mondialement pour les systèmes de comptabilité nationale des pays. Le système européen des comptes SEC2010 est instauré par le règlement (UE) 549/2013 du parlement européen et du conseil du 21 mai 2013. Ce dernier introduit aussi un programme de transmission obligatoire de résultats de la comptabilité nationale à la Commission européenne. Ce programme prévoit pour différents Etats membres ayant des difficultés pour se conformer à toutes les exigences du programme de transmission différentes dérogations. Les dernières dérogations tombent fin 2019 de sorte que tous les Etats membres doivent se conformer entièrement au programme de transmission en 2020, dont désormais le Luxembourg.

La balance des paiements (BdP) est une statistique de synthèse macroéconomique les flux de biens, de services, de revenus, de transferts de capitaux, et les flux financiers que les résidents d'un pays effectuent avec le reste du monde. Elle reprend:

- le compte des transactions courantes : les opérations sur les ressources réelles (biens, services, revenus primaire¹ et secondaire²) de l'économie avec le reste du monde ;
- le compte financier – les opérations sur actifs financiers ;
- le compte de capital – il englobe notamment les opérations sur actifs non financiers non produits (comme par exemple les cessions et les acquisitions de noms de marque).

Dans le contexte de la balance des paiements, la position extérieure nette (International investment position) est également calculée notamment par la Banque Centrale du Luxembourg (BCL). La position extérieure nette représente le patrimoine ou l'endettement net des résidents vis-à-vis du reste du monde. Lorsque la position extérieure est positive, les résidents ont investi davantage de capitaux à l'étranger (sous forme de prêts, d'investissement en capital,...) qu'ils ne se sont endettés auprès des non-résidents. La BdP est compilée au Luxembourg conjointement par le STATEC et la BCL, notamment en exécution de la du 28 juin 2000 portant modification de l'arrêté grand-ducal modifié du 10 novembre 1944 relatif au contrôle des changes. La compilation des résultats repose sur une multitude de sources, afin de permettre au Luxembourg de produire les chiffres mensuels, trimestriels et annuels

¹ Salaires, intérêts, dividendes,...

² Revenus de redistribution : des redistributions: impôts courants sur le revenu, le patrimoine, etc., cotisations et prestations sociales et autres transferts courants.

suyant une méthodologie internationale qu'est le manuel de la balance des paiements du Fonds monétaire international et les obligations internationales émanant notamment de la Commission européenne et de la Banque centrale européenne.

Les comptes nationaux ont un statut d'exception parmi les statistiques produites dans le cadre du système statistique européen. Ceci pour deux raisons principales :

- a) **enjeu politique et économique** vu l'utilisation des données de comptabilité nationale dans le cadre de l'orientation de la politique budgétaire au niveau national et de la gouvernance économique de l'UE.
- b) **impact financier important sur le budget de l'Etat** vu le large usage administratif dans le cadre du système des ressources propres de l'Union européenne (ressource propre fondée sur le revenu national brut (RNB), ressource propre basée sur une assiette harmonisée entre les pays de l'UE de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA)) ;

Le Produit intérieur brut (PIB) est régulièrement utilisé pour évaluer le climat économique. Bon nombre de décisions politiques se font à l'appui des enseignements tirés de l'évolution des agrégats des comptes nationaux.

Depuis la crise financière et du surendettement de certains pays membres de l'UE, la surveillance des risques macroéconomiques s'est encore renforcée par l'introduction de la procédure concernant les déséquilibres macroéconomiques (PDM). La PDM fait partie d'un cadre de surveillance qui vise à cerner, le plus tôt possible, les risques macroéconomiques potentiels, à prévenir l'apparition de déséquilibres macroéconomiques préjudiciables et à corriger les déséquilibres existants¹. Tant les agrégats de la comptabilité nationale que de la balance des paiements sont utilisés pour compiler le tableau de bord («scoreboard») utilisé pour la surveillance des déséquilibres macroéconomiques, ce qui engendre une supervision de plus en plus poussée de la part des organisations internationales quant à l'aspect qualitatif des résultats transmis.

En 2018, la publication en octobre des résultats de la comptabilité nationale a provoqué pas mal de discussions sur la pertinence de l'indicateur du PIB pour mesurer l'activité économique au Luxembourg. **Le taux de croissance du PIB a connu une révision importante à la baisse** (la croissance n'était plus évaluée à +2.4% et 1.5% pour 2016 et 2017) alors que l'emploi au Luxembourg connaît une évolution relativement dynamique. Cette situation a amené le Conseil économique et social de se saisir de la question et d'émettre en 2019 un avis sur la pertinence de la mesure du PIB ².

Cette révision a été le résultat de différentes opérations particulières par des entreprises multinationales présentes sur le territoire et qui étaient difficiles à évaluer selon les concepts de la comptabilité nationale.

Le Luxembourg n'est pas le seul pays à devoir faire face à tels problèmes. Rappelons le cas de l'Irlande qui en 2016 a révisé son taux de croissance à 26% pour l'année de référence 2015 et qui a développé des indicateurs additionnels pour les besoins de l'analyse économique du pays.

¹ <http://ec.europa.eu/eurostat/web/macroeconomic-imbalances-procedure/background>

² EVOLUTION ECONOMIQUE, SOCIALE ET FINANCIERE DU PAYS 2019 Partie I Volatilité et fiabilité des données macroéconomiques
<https://ces.public.lu/dam-assets/fr/avis/avis-annuels/2019-avis-annuel-partie-I.pdf>

Les groupes multinationaux et la globalisation font actuellement l'objet de discussions intenses¹ au sein des groupes de travail méthodologiques organisés par les organisations internationales (Nations Unies, OCDE, UE, FMI). Les principaux sujets de discussions méthodologiques sont :

- Les transactions intragroupe
- Le traitement des groupes multinationaux et des entités à vocation spéciale
- Propriété économique de la propriété intellectuelle et traitement de la propriété intellectuelle

Ces discussions et aussi l'impact de l'initiative « Base erosion et profit shifting » (BEPS) (initiative du G20/OCDE pour contenir les pratiques d'optimisation fiscale) et de la récente proposition de l'OCDE pour la taxation des groupes multinationales², y compris ceux de l'économie digitale, impliquent que l'on n'a sans doute pas fini de parler de la pertinence du PIB comme mesure adéquate de l'activité économique d'un pays.

En tout cas, dans son avis le CES ne recommande pas d'abandonner le PIB comme indicateur mais il estime qu'il serait intéressant de détailler davantage certains agrégats des comptes nationaux en vue de pouvoir séparer la partie du PIB reposant sur des activités économiques plutôt traditionnelles de la partie issue de la chaîne de valeur internationale des entreprises. Aussi recommande-t-il de développer le calcul du PIB par l'approche revenus ce qui nécessite notamment un accès plus large aux données de l'imposition directe du moins sous forme anonymisée et des ressources supplémentaires pour le calcul des comptes nationaux. La première recommandation est reprise dans le programme pluriannuelle de la division MAC.

Lors du calcul des comptes nationaux et de la balance des paiements 2019, certains groupes multinationaux ont été repassés au crible. Pour certains cas, le niveau de la production et d'exportations a été ajusté vers le haut pour corriger des prix de transfert avec un effet positif sur le niveau du PIB et des exportations. Notons que les référentiels recommandent un tel ajustement, si les prix de transfert perturbent l'analyse économique. La difficulté réside dans l'identification des prix de transfert et dans l'estimation de l'ajustement qui s'avère nécessaire.

Dans le cadre de la **procédure des déficits excessifs de l'Union Européenne**, la Commission européenne doit surveiller la situation budgétaire des États membres. A cet effet, les États membres doivent notifier le déficit des administrations publiques et la dette publique à la Commission, la discipline budgétaire des États membres étant un critère fondamental pour l'Union économique et monétaire (UEM). Les modalités pratiques de la procédure de notification des déficits excessifs (aussi appelée notification EDP de l'anglais « excessive deficit procedure ») sont définies par le Règlement (CE) N° 479/2009 du Conseil, tel que modifié par les règlements du Conseil N° 679/2010 et le règlement de la Commission N° 220/2014.

¹ Les documents suivants récents donnent un bon aperçu sur les problèmes de la comptabilité nationale à l'ère de la globalisation.

Addressing the Challenges of Globalization in National Accounts, Brent R. Moulton and Peter van de Ven (2018)

Addressing the challenges of globalisation in national accounts, Peter van de Ven (2018)

How to deal with globalisation in the framework of national accounts, Peter van de Ven, Nadim Ahmad, Paul Schreyer (2018)

² <https://www.oecd.org/tax/beps/oecd-leading-multilateral-efforts-to-address-tax-challenges-from-digitalisation-of-the-economy.htm>

Jusqu'à récemment, les comptes nationaux (annuels et trimestriels) avaient la faveur des utilisateurs. Dorénavant, les décideurs souhaitent également **disposer de comptes satellites**. Les comptes satellites sont des comptes qui présentent une partie circonscrite des statistiques nationales pour des domaines spécifiques comme l'environnement, la culture, le tourisme,...

La difficulté méthodologique lors de la compilation de ces comptes satellites réside dans la couverture du domaine en question. En effet, la couverture d'un domaine ne peut se résumer à une délimitation d'un certain nombre de branches d'activités de la nomenclature statistique des activités économiques dans la Communauté Européenne (NACE) utilisée par la comptabilité nationale. Car, s'il est possible qu'une branche d'activité correspondent à 100% à un domaine spécifique, il apparaît le plus souvent qu'une branche n'appartient que partiellement au domaine étudié. Il sera dès lors nécessaire d'ajuster le processus de compilation des comptes pour tenir compte de la couverture spécifique du domaine.

Les premiers comptes satellites compilés par le STATEC sont les comptes économiques de l'environnement qui fournissent des informations importantes pour des indicateurs du développement durable. A ce sujet le STATEC suit également rigoureusement les recommandations édictées par les Nations Unies au travers de leurs publications sur le système des comptes économiques de l'environnement (SCEE). Les développements méthodologiques visant à l'établissement de ces comptes de l'environnement suivent un programme de travail en phase avec les demandes réglementaires de l'Union Européenne au travers des actes législatifs n°691/2011 et n°538/2014.

Différentes évolutions au niveau international font que les aspects traités actuellement au travers de comptes satellites gagneront massivement en importance et se développeront certainement dans le futur.

En 2008, le Président de la République française a initié la mise en place de la « Commission pour la Mesure des Performances Economiques et du Progrès Social » sous la direction des professeurs Joseph E. Stiglitz, Amartya Sen et Jean-Paul Fitoussi pour décrire les limites du PIB en tant qu'indicateur des performances économiques et du progrès social et d'identifier les informations complémentaires qui pourraient être nécessaires pour aboutir à des indicateurs du progrès social plus pertinents. La Commission a rendu son rapport en 2009¹. Récemment l'OCDE s'est saisi de la problématique en instituant un groupe d'expert « High Level Expert Group on the Measurement of Economic Performance and Social Progress » qui a publié en 2018 le rapport « Beyond GDP, measuring what counts for economic and social performance »² avec douze recommandations pour la mesure du bien-être. Ces initiatives et rapports ont poussé également les comptables nationaux à réfléchir sur leurs référentiels méthodologiques de base dans le cadre de l'agenda de recherche du système des comptes nationaux (SNA : system of national accounts). Actuellement les discussions vont dans le sens de développer dans une 1^{ière} étape les aspects méthodologiques et de présentation d'indicateurs pour les volets

- Activités non payées des ménages
- Comptabilité environnementale et économique
- Distribution des revenus, de la consommation, de l'épargne et du patrimoine des ménages
- Capital humain et éducation
- Santé et conditions sociales

¹ https://www.uvcw.be/no_index/cpas/FAIR/rapport-final-Commission-stiglitz.pdf

² <https://www.oecd.org/fr/social/beyond-gdp-9789264307292-en.htm>

Des référentiels méthodologiques existent déjà pour ces volets. L'innovation consiste surtout dans l'intégration de ces volets dans la partie centrale du système des comptes nationaux¹ qui cesseraient dès lors du moins partiellement d'être traités seulement au travers de comptes satellites. Cette innovation va augmenter considérablement la visibilité de ces volets et donc leur statut. Alors que la comptabilité nationale était dans le passé surtout orientée vers l'économie, le travail du comptable national va changer beaucoup car il devra à l'avenir s'occuper de beaucoup d'autres aspects bien plus différenciés.

A côté de la production courante des statistiques macroéconomiques, il importe de moderniser les méthodes de calcul des statistiques macroéconomiques pour mieux répondre aux exigences de qualité de plus en plus importantes et pour satisfaire les nouvelles demandes de la part des utilisateurs des statistiques. Ainsi la division MAC a poursuivi de nouveaux projets et initiatives :

- ⇒ La poursuite du projet NATNG qui vise l'optimisation et la modernisation technique des processus de calcul des comptes nationaux et des comptes satellites ;
- ⇒ La mise en cohérence des comptes du reste du monde de la comptabilité nationale avec la balance des paiements qui est devenue indispensable avec l'alignement des référentiels méthodologiques qu'est le système des comptes nationaux 2008 d'un côté, et le manuel de la balance des paiements (Version 6) pour la balance des paiements de l'autre côté ;
- ⇒ La poursuite de l'intégration des dernières versions de nomenclatures relatives aux activités et aux produits dans les programmes et outils qui composent les processus de calcul des comptes nationaux ;
- ⇒ Le début des travaux sur la grande révision ;
- ⇒ La finalisation du cycle de vérification du revenu national brut (RNB) par Eurostat dans le cadre de la ressource propre RNB ;
- ⇒ Les travaux sur de nouveaux comptes satellites: nouveaux modules du SCEE, travaux sur l'économie sociale et solidaire et le démarrage d'un projet relatif aux comptes satellites du sport.

¹ https://unstats.un.org/unsd/nationalaccount/aeg/2019/M13_2_4_1_Wellbeing_And_Sustainability_Pres.pdf

N°	Objectif	Evaluation
1	Projet : NATNG	Le projet NATNG comporte surtout les aspects suivants : - la reprogrammation des chaînes de compilation optimisées tout en intégrant les exigences de normalisation, de versionning complet des données, des programmes et des résultats, de sécurisation, des nomenclatures; - la refonte complète de l'outil de « Balancing » (tableau ressources – emplois¹) et le passage vers les tableaux « input-output » tout en intégrant de nouvelles fonctionnalités comme l'équilibrage parallèle à prix courants et à prix constants, la compatibilité avec le manuel d'Eurostat « Manual of Supply, Use and Input-Output Tables », l'option de définir et d'appliquer des règles automatiques d'équilibrage,... ; - le développement d'outils permettant la diffusion des résultats de la comptabilité nationale en différents formats, dont notamment le SDMX-ML², mais aussi d'autres formats utilisés pour la publication ou l'archivage de données,... ; Pendant 2019, la division MAC a pris en charge ou a contribué aux travaux suivants: • la modélisation des premiers processus de compilation à l'aide de la notation BPMN ; • l'exécution de l'appel d'offre pour les premières phases du projet : ○ la finalisation de l'analyse des besoins (analyse plus détaillée des besoins, extension au nouveau périmètre) ; ○ la poursuite de la modélisation des processus de calcul à l'aide de la notation BPMN et leur optimisation ; ○ la conceptualisation de la solution NATNG et la rédaction de différents cahiers des charges pour l'implémentation ; ○ l'assistance à la maîtrise d'ouvrage. Le prestataire sélectionné a entamé les travaux fin septembre 2019. Les premiers travaux ont surtout porté sur la familiarisation avec le projet, la mise en place de l'organisation de la gestion de projet et du contrôle qualité et la préparation des 1ers ateliers dans le cadre de l'analyse des besoins.

1 Les tableaux ressources emplois : Les tableaux des ressources et des emplois sont des matrices par produit et par branche d'activité qui décrivent de façon détaillée les activités de production et les opérations sur les produits d'une économie. Les tableaux ressources emplois sont un outil important pour établir les résultats finaux de la comptabilité nationale. En effet une comptabilité nationale est construite sur base de multiples sources de données qui ne sont pas complètement cohérentes a priori entre elles. Les tableaux ressources emplois permettent de vérifier la cohérence des résultats et au besoin d'ajuster certains résultats pour éliminer les incohérences.

2 SDMX est une norme ISO pour l'échange de données statistiques et de métadonnées entre organisations internationales et les pays membres. A des fins de transmission à Eurostat, les résultats de la comptabilité nationale sont convertis au format SDMX-ML, qui est la représentation XML du format d'échange de données et de métadonnées.

N°	Objectif	Evaluation
2	Mise en cohérence entre balance des paiements et les comptes du reste du monde de la comptabilité nationale	Les référentiels méthodologiques, qu'est le système européen des comptes 2010 pour la comptabilité nationale d'un côté, et le manuel de la balance des paiements (Version 6) pour la balance des paiements de l'autre côté, se sont alignés depuis leur dernière version respective. Il existe quelques divergences mineures, mais qui n'empêchent pas que les résultats des deux statistiques devraient être cohérents. Dans le passé les deux référentiels méthodologiques n'étaient pas encore alignés de sorte que les deux statistiques se sont développées de façon séparée par le recours à des sources de données et à des méthodes de calcul différentes. Ainsi malgré une certaine convergence au cours des dernières années (ex : rémunérations payées/reçues au/du reste du monde), il reste des différences importantes entre les comptes du reste du monde de la comptabilité nationale et la balance des paiements, notamment au niveau : • Les services non-financiers ○ Les IP-Boxes ○ Les activités de transport maritime et fluviaux ○ Des reclassements vers des SPE du secteur financier ○ Le poste « voyage » de la balance des paiements avec les composants correspondants des comptes nationaux ○ La sous-traitance de la production manufacturière • Les échanges de biens : ○ Négoce international ○ Importations et exportations dans le cadre de la sous-traitance de la production manufacturière • Les services financiers: ○ Les exportations des auxiliaires financiers ○ Les services bancaires ○ Les SICAR, les FIAR et OPC ○ Les unités à vocation spéciale captives et autres ○ Des reclassements vers des SPE du secteur financier • Les grands groupes multinationaux (biens, services, revenus) • Les revenus de propriété • Les revenus secondaires • Le compte de capital Dans le cadre du cycle de vérification de l'agrégat de la comptabilité nationale du revenu national brut (RNB), utilisé comme base de calcul de la principale ressource propre de l'Union européenne, le Luxembourg s'est vu attribué comme 1ier point d'action de type A , l'élimination des différences entre les comptes du reste du monde de la comptabilité nationale et la balance des paiements. Ce point d'action se transforme en réserve RNB fin 2019 à l'occasion de la fin du cycle de vérification 2016-2019 du RNB. En 2019, les travaux suivant ont été effectués: • Analyse de l'origine des différences • Création d'outils de monitoring des divergences • Réconciliation de certaines données • Revue des méthodes de calcul : ○ La méthode de calcul d'un domaine est utilisée pour les deux domaines à l'avenir ○ Fusion des méthodes de calcul si les deux méthodes utilisées jusqu'à présent comportent des aspects qui méritent d'être préservés • Adaptation du questionnaire sur l'échange international de services pour mieux capter des arrangements de production globalisée Le chantier est important et s'étale jusqu'en début 2020. Les résultats de la mise en cohérence sont l'élément central de la grande révision des comptes nationaux et de la balance des paiements en 2020.

N°	Objectif	Evaluation
3	Grande révision des comptes nationaux	Dans le cadre de la « Harmonised European Revision Policy (HERP) », les instituts statistiques nationaux et banques centrales nationales se sont engagés à procéder à une grande révision de leurs comptes nationaux et de la balance des paiements tous les 5 ans. Une grande révision comporte l'intégration de nouvelles sources de données et de nouvelles méthodes de calcul et couvre une période plus longue qu'une révision dite courante qui en général porte sur seulement 4 années. La majorité des pays ayant déjà fait leur grande révision pour la campagne annuelle 2019, il en reste quelques-uns qui la feront en 2020, notamment le Luxembourg. Ceci engendre un énorme surplus de travail par rapport à une campagne annuelle « normale » avec seulement 4 années ouvertes à révision. Pour les besoins de cohérence PIB/EDP, on devra réviser les chiffres des comptes nationaux à partir de 1995. Etant réaliste et sachant que réviser 26 années est tout à fait impossible, MAC a pris la décision d'attaquer en une première phase les années 2009-2019 des comptes nationaux. Pour septembre 2020, il est prévu de transmettre à Eurostat les années de référence 2010-2019 (on devra quand même commencer par 2009 pour les besoins des prix constants 2010). Les années 1995-2009 seront uniquement compilées et transmises à Eurostat à partir d'octobre 2020 (transmission et publication des résultats début 2021). Les principales révisions sont - L'intégration des résultats des travaux sur la mise en cohérence des comptes nationaux et de la balance des paiements, qui est l'élément principal de la grande révision ; - Intégration des « Action Points » soulevés par Eurostat dans le cadre du cycle de vérification du RNB 2017-2019, transformés en réserve RNB (voir e.) fin 2019 ; - Le reclassement des hôpitaux des sociétés non-financières respectivement dans le secteur administration de la sécurité sociale et des institutions sans but lucratif au service des ménages qui n'affectera que très peu le PIB mais surtout les composants de l'approche dépenses des comptes nationaux. La grande révision de la BoP couvre seulement les années de référence à partir de 2012 en raison du nouveau système introduit il y a quelques années qui ne contient les données qu'à partir de cette année. L'intégration des résultats des travaux sur la mise en cohérence BOP-ROW constitue le principal changement à introduire au niveau de la BoP. Courant 2019, la planification des travaux sur la grande révision a été établie et les premiers travaux ont été effectués.

N°	Objectif	Evaluation
4	Adaptation des données de base, fichiers et programmes à la NACE Rev2, secteurs SEC2010 et la CPA 2015 (version annuelle et trimestrielle)	Le regroupement des données suivant les branches d'activités et/ou suivant les produits est un élément important de chaque système de comptabilité nationale. Pour effectuer ce regroupement les données doivent être classées en fonction des mêmes schémas utilisés au travers tout le système de comptabilité nationale. La classification statistique des produits associée aux activités (CPA) est la nomenclature des produits (biens et services) utilisé dans le cadre des comptes nationaux. La version actuelle est la version 2015. La nomenclature statistique des activités économiques dans la Communauté européenne (NACE) désigne la classification des activités économiques en vigueur dans l'Union européenne (UE). Elle est utilisée également au niveau de la comptabilité nationale. La version 2.0 est la version actuelle. Le système de la comptabilité nationale du STATEC utilise actuellement encore surtout la version 1.1 de la NACE et la version 2002 de la CPA. La publication des résultats sur base des versions actuelles des nomenclatures se fait à l'aide de clefs de passage appliquées aux résultats calculés selon les anciennes versions des nomenclatures.

Le changement de nomenclatures de référence est toujours un exercice délicat et très intensif en travail. En effet, il faut revoir toute la logique des multiples programmes de traitement des données. L'expérience passée a montré qu'il n'est généralement pas possible de travailler sur les nomenclatures pendant la période de production des comptes. Qui plus est, les travaux préliminaires au lancement du projet NATNG ont montré que le changement de nomenclature dans le système de compilation actuel est très complexe vu qu'il n'y a pas de séparation entre les fonctions de production, stockage, analyse et traitements logiques dans les programmes. Si le projet NATNG adressera ce problème avec une haute priorité, il est néanmoins vrai que MAC ne pourra pas attendre la fin dudit projet pour la mise en œuvre concrète des nomenclatures NACE Rev2 et CPA 2015, ceci d'autant plus qu'une nouvelle version de la NACE est en voie de préparation qui prendra cependant encore plusieurs années avant sa mise en œuvre.

Courant 2018 le STATEC a enfin pu entamer ce chantier d'envergure à l'aide d'un consultant externe. Les travaux pour l'adaptation des programmes aux nouvelles nomenclatures avancent bien. La transcription de la chaîne de traitement des données fournies par SBS est finalisée ; il n'en reste que des tests à faire sur une série de fichiers annuels du secteur des sociétés non-financières. La chaîne de compilation du secteur l'administration publique fut aussi déjà transcrite ainsi qu'une majeure partie du secteur des sociétés financières ainsi que du secteur des institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLM). Jusqu'à présent toutes les différences entre résultats en anciennes et nouvelles nomenclatures sont explicables. Les travaux vont encore se poursuivre pendant au moins jusqu'en 2021.

N°	Objectif	Evaluation
5	Audit Inventaire sources et méthodes RNB	Le RNB des Etats membres est la base de calcul pour la principale ressource propre de l'Union européenne. Pour assurer l'équité des contributions à l'Union Européenne, il importe que le calcul du RNB de tous les Etats membres repose sur la même méthodologie et réponde aux mêmes exigences de qualité. La 1^{ière} exigence est remplie par le recours au SEC2010 comme référentiel méthodologique. Pour assurer que le RNB de chaque pays membre respecte les mêmes exigences de qualité, un important dispositif d'assurance qualité a été mis en place par Eurostat : • Rédaction d'un inventaire des sources et méthodes du calcul du RNB à intervalle régulier • Etablissement de tableaux (Process tables) montrant l'évolution des chiffres à partir de la source jusqu'aux résultats finaux tout en caractérisant les différents ajustements effectués aux données • Vérification de l'inventaire par Eurostat et envoi de demandes de précision aux Etats membres • Définition par Eurostat de points d'action d'amélioration des sources et méthodes de calcul, voir même des réserves pour des points de non-conformité majeurs • Contrôle des calculs sur place dans les Etats membres • Rapport qualité annuel accompagnant la transmission annuelle à Eurostat des chiffres du RNB qui explique les grandes révisions et les importantes évolutions du RNB et qui décrit les changements apportés aux sources et méthodes de calcul depuis l'année précédente. • Vérification des chiffres du RNB par Eurostat

Comme tout le RNB repose sur le PIB, en fait toute la comptabilité nationale d'un pays fait l'objet de ce processus d'assurance qualité par Eurostat.

Deux visites d'audit ont eu lieu courant 2019 avec 4 contrôles directs des résultats supplémentaires. Le STATEC a continué également les travaux relatifs aux différents points d'action émis par les auditeurs d'Eurostat et produit des rapports en relation avec différents points d'action.

Table : Nombre de points d'action fin novembre 2019

Type	Nombre	clôturé	en cours de validation	ouvert
A	20	7	4	9
B	33	11	3	19
C	1	1		0

A : Action point demandant une mise à jour d'une méthode de calcul

B : Action point demandant de préciser l'inventaire

C : Action point pour Eurostat pour clarifier un sujet méthodologique

A la fin du cycle de vérification fin décembre 2019, les points d'action A vont se transformer en réserve RNB pour le Luxembourg. Le STATEC s'attend à 10 réserves RNB pour fin 2019. Il est attendu toutes les réserves soient non-clôturées fin 2021.

Il faut noter que pour certains sujets, il y a aura une réserve transversale pour tous les Etats membres car il s'agit de problématiques qui n'ont pas été adressées ou seulement été adressées de façon partielle les d'Etats membres. Quatre réserves transversales sont envisagées par Eurostat, dont le volet globalisation pour lequel les discussions sont en cours ce qui est possible à faire jusqu'à la prochaine grande révision en 2024.

N°	Objectif	Evaluation
6	Adaptation des tableaux ressources-emplois (annuels et trimestriels) aux dernières versions de nomenclatures	Les tableaux des ressources et des emplois présentent une vue complète de l'économie en détaillant les ressources de l'économie (production, importations,...), les emplois des biens et des services produits et importés (consommation des ménages, exportations,...) et les revenus générés par cette production. En principe les ressources de l'économie doivent être égales aux emplois de l'économie. Comme la comptabilité nationale utilise des sources de données très diverses, les chiffres des ressources d'un côté ne sont pas identiques à priori aux chiffres des emplois de l'autre côté. Les tableaux des ressources et des emplois permettent d'arbitrer entre les chiffres et faire l'équilibrage entre ressources et emplois. Cet équilibrage permet d'obtenir des résultats plus cohérents en assurant des résultats identiques aux trois approches de la comptabilité nationale (approche production, approche dépense, approche revenu) et constitue l'étape finale de production des résultats de la comptabilité nationale avant de leur publication. Ces tableaux se basent aussi sur des matrices de dimensions produits et activités. Ces dimensions sont définies à l'aide des niveaux intermédiaires des classifications CPA et NACE (essentiellement les codes à 3 positions moyennant quelques exceptions). Il faut donc adapter également les tableaux ressources – emplois à la dernière version des classifications. Courant 2019, les travaux sur la reprogrammation des tableaux ressources – emplois n'ont progressé que lentement. Il faudrait consacrer plus de temps à ce projet. Dans le passé, on a déjà essayé d'avancer avec un consultant ce qui n'a pas été un exercice très concluant, la complexité étant redoutable et difficile à comprendre par un non-initié. Actuellement le travail en version ancienne des nomenclatures n'est pas encore critique. Cela complexifie surtout le travail d'analyse et la confection des résultats finaux. Toutefois, chaque changement supplémentaire substantiel des classifications officielles conduirait le système de la comptabilité nationale vers une situation hautement délicate. Le système des clefs de passage a clairement des limites ! Il importe donc d'achever ce projet avant la prochaine révision majeure des nomenclatures. Rappelons qu'une nouvelle version de la NACE est en voie de préparation qui prendra cependant encore plusieurs années avant sa mise en œuvre.
7	MNE pilot exercise	Le « MNE pilot exercise » fut un projet initié par Eurostat pour analyser dans le cadre du cycle de vérification du RNB 2016-2019 l'enregistrement de certaines transactions ou agrégats (valeur ajoutée, production de R&D) de 25 groupes multinationaux dans les comptes nationaux et la balance des paiements. Le but était de voir si l'enregistrement dans les différents Etats membres de l'UE est cohérent, s'il y a des doubles emplois ou des transactions enregistrées nulle part. Le focus est sur la valeur ajoutée et la R&D et ne couvre donc pas l'ensemble des problématiques posées par les MNE. Pour l'étude différents rôles furent définis : le « Lead country » est le pays où se trouve le siège principal (ou européen) et le « Partner country » est un pays où le groupe a des unités. Le « Lead Country » a dû mener l'étude du MNE en collaboration avec les « Partner countries » respectifs. Le Luxembourg était le « Lead country » pour un groupe. Le Luxembourg était le « Lead country » pour un groupe et a exécuté l'analyse du groupe en collaboration avec les « partner country ». Pour certains autres MNE, le Luxembourg a été le « Partner country » et a fourni des données et explications relatives aux données des statistiques d'entreprises, de la comptabilité nationale, de la balance des paiements. A ce sujet la division MAC a collaboré avec la division ENT et la LCU.
8	Traitement des stocks options	Les stocks options sont une forme de rémunération, notamment pour les managers des entreprises cotées en bourse. Actuellement ni les comptes nationaux, ni la balance des paiements disposent d'une estimation de la valeur de rémunération. Il s'agit donc de développer d'une méthode de calcul pour la comptabilité nationale et la balance des paiements.

N°	Objectif	Evaluation
9	Marge sur les opérations achat vente d'actifs financiers	Les marges réalisées à l'occasion d'achats et ventes d'actifs financiers sont à considérer comme un service dans certains cas de sorte qu'il faudrait enregistrer des transactions pour ces services au même titre que les commissions explicites perçus. Le but est de développer une estimation conjointe entre la comptabilité nationale et la balance des paiements sera développée. Avec le support de la BCL, une analyse des activités au Luxembourg a fourni la conclusion les acteurs du secteur financier au Luxembourg perçoivent plutôt des commissions explicites déjà enregistrées dans les comptes nationaux et la balance des paiements. Le Luxembourg serait plutôt un importateur des services payés via les commissions implicites (=marges). Aucune source de données ne couvre cependant les commissions implicites. Il faudrait dès lors recourir aux données miroir des exportations de telles marges par les autres pays. Un groupe de travail méthodologique a été initié par la Banque Centrale Européenne qui fournira ses conclusions en 2020. Les travaux prévus à ce stade sont clôturés, mais il faudra sans doute y revenir dans le futur car Eurostat place fin 2019 une réserve RNB transversale pour ce volet.
10	Garanties standards	Les réserves pour appels dans le cadre de garanties standard comprennent les paiements anticipés de droits nets et les réserves destinées à couvrir les appels en cours dans le cadre de garanties standard. Développer une procédure de compilation d'une série temporelle mensuelle avec ventilation géographique des transactions en rapport avec les garanties standards, permettant une intégration des résultats dans les statistiques macroéconomiques (Balance des Paiements, Comptes non-financiers et Comptes financiers de la comptabilité nationale).

1.1.1.2 Évaluation des objectifs opérationnels pour l'unité MAC1

N°	Libellé	Evaluation
1	Amélioration de l'estimation préliminaire des comptes nationaux	Pour l'estimation des comptes annuels de l'année t-1, MAC1 a dorénavant recours à un mix entre des indicateurs fournis (et utilisés) par les CTRIM, les données déjà disponibles dans la Centrale des Bilans, des recommandations de la LCU et de l'estimation préliminaire de ENT3 (fourni le 13/08/2019). Ce dernier fichier fut bien top tard par rapport au planning initial élaboré en décembre 2018, or quand même encore juste à temps pour la campagne annuelle de septembre 2019 comme on avait accumulé des retards énormes sur ce planning initial vu des décisions de longue haleine sur le traitement correct d'une MNE.
2	Production et publication des comptes trimestriels à T+2 mois	A partir de 2020, le Luxembourg est obligé de publier les agrégats des comptes trimestriels à T+2 mois dans le cadre du programme de transmission obligatoire SEC2010. Il faut adapter le processus de compilation des comptes à cette exigence. Le système actuel se basant sur des indicateurs apparentés et sur des données sources ne peut pas être utilisé pour le délai à T + 2 mois, faute de données suffisantes. D'autres méthodes d'estimation sont à développer. Tant que MAC a de forts doutes sur la qualité de ces estimations, les résultats la politique de publication suivante sera appliquée: T+2 mois : envoi des résultats à Eurostat avec un statut provisoire pour prévenir les utilisateurs sur le problème de qualité, pas de publication au niveau national T+80-85 jours : envoi des résultats révisés à Eurostat sans statut provisoire et publication au niveau national (pratique actuelle). Les résultats à T+2 mois sont évalués pendant une année pour voir si on peut les publier au niveau national et éventuellement laisser tomber la révision à T+80-85 jours. Un nouveau collaborateur (qui entre-temps a à nouveau quitté le Statec) a développé et testé différents scénarios pour des modèles économétriques au-delà des pures modèles ARIMA. En majeure partie le système est en place ; il reste encore des décisions à prendre e.a. sur les flags pour la transmission vers Eurostat et des analyses comparatives sur la qualité entre t+60 et t+85 à faire.
3	Nouveaux fichiers IGSS et intégration des données IGSS t-1 et t-2 dans la base de données Emploi	Le fichier de l'IGSS comporte les données relatives à l'emploi et les rémunérations dans le cadre de l'affiliation obligatoire à la sécurité sociale. L'IGSS souhaite restructurer ces fichiers transmis au STATEC. L'IGSS avait promis d'envoyer des fichiers tests micro-données à partir de janvier, mais tout au long de l'année 2019 le STATEC n'a pas encore reçu ces fichiers test.

1.1.1.3 Évaluation des objectifs opérationnels pour l'unité MAC2

N°	Libellé	Evaluation
1	Reclassement des hôpitaux dans le secteur des ISBLM (institutions sans but lucratif au service des ménages)	Jusqu'à présent les hôpitaux du pays étaient reclassés dans le secteur des sociétés non-financières. Sur base des règles du SEC il faut reclasser les hôpitaux publics dans le secteur de l'administration publique. Sur base des règles du SEC, il est possible de reclasser les hôpitaux appartenant à une fondation parmi les institutions sans but lucratif au service des ménages. Les comptables nationaux ont opté pour ce reclassement en raison du caractère sans but lucratif du groupe hospitalier en question et pour assurer une présentation statistique uniforme du secteur hospitalier financé largement sur les mêmes bases. Le secteur des ISBLSM comprend une autre méthode d'évaluation de la production (somme des coûts) que le secteur des sociétés non-financières. Les modifications d'encodage nécessaires pour ce reclassement ont été effectuées et les nouveaux résultats obtenus sont en phase d'analyse et de validation (vérifier/rectifier erreurs, comparaison source CNS et RCS).
2	Analyse des comptes sectoriels annuels et trimestriels	L'analyse des comptes sectoriels a résulté dans une meilleure intégration des données trimestrielles des comptes des administrations publiques dans les comptes sectoriels trimestriels. Les analyses pour améliorer la qualité se sont poursuivies, surtout en vue d'une cohérence des comptes du reste du monde de la comptabilité nationale avec la balance des paiements.
3	Prix des services financiers	Dans le cadre du contrat cadre avec des experts externes, une analyse des « Best practices » en matière de déflation des prix des services financiers a été effectuée courant 2018 et 2019. Certaines pistes d'améliorations ont été définies qu'il faut mettre en œuvre dans le cadre de la grande révision.
4	Comptes financiers traitement sociétés non financières (S11)	L'unité MAC2 n'a pas fait l'intégration des données de l'enquête sociétés financières de la BCL dans les comptes financiers du secteur des sociétés non-financières par manque de temps. Il est prévu de le faire après la grande révision des comptes nationaux.
5	Tableau 29 (Droits à pension acquis à une date donnée dans le cadre de l'assurance sociale)	Le tableau 29 couvre les régimes des pensions légales et des pensions complémentaires de l'assurance sociale, y compris les régimes d'assurance sociale liés à l'emploi autres que la sécurité sociale. Les « engagements » de retraite des administrations publiques (État ou organismes de sécurité sociale) ne sont pas considérés comme une « dette publique » au sens du SEC2010 et donc pas repris dans le passif de ce secteur. Le tableau 29 reprend ces données. Ce tableau est à publier toutes les 3 années. La première publication comportait encore des lacunes pour les pensions complémentaires. Une réunion avec l'IGSS en octobre 2019 en matière de données sur les pensions complémentaires a eu lieu. Un template avec les besoins du Statec a été transmis à IGSS. Un fichier test a été envoyé au STATEC mi-novembre.
6	Comptes trimestriels des auxiliaires financiers	Les auxiliaires financiers travaillent beaucoup pour les OPC. L'unité MAC2 a fait une analyse des résultats du calcul des comptes trimestriels des auxiliaires financiers en les mettant en relation l'évolution des OPC afin de valider les résultats pour les auxiliaires financiers.
7	Intégration de la centrale des bilans	La programmation des méthodes de calcul sur base des données de la centrale des bilans a été finalisée début novembre 2019. Il faut maintenant analyser et valider les résultats avant de les intégrer dans la chaîne des comptes nationaux.

1.1.1.4 Évaluation des objectifs opérationnels pour l'unité MAC3

L'unité MAC3 n'a pas eu d'objectifs opérationnels en dehors de la mise en cohérence de la balance des paiements avec les comptes nationaux, la participation au « MNE pilot exercise » et les travaux courants pour 2019.

1.1.1.5 Évaluation des objectifs opérationnels pour l'unité MAC4

En se basant sur l'expérience des années précédentes, seulement quatre objectifs stratégiques ont été définis pour 2019. Les exigences croissantes en matière d'information sur les administrations publiques (données détaillées, questionnaires sur les méthodes, etc...) par rapport à des ressources humaines constantes ne permettent plus de se donner un programme riche en objectifs.

N°	Libellé	Evaluation
1	Reclassement sectoriel des hôpitaux	Jusqu'à présent les hôpitaux du pays étaient reclassés dans le secteur des sociétés non-financières. Sur base des règles du SEC il faut reclasser les hôpitaux publics dans le secteur de l'administration publique. Le STATEC se voit donc dans l'obligation de procéder au reclassement sectoriel des hôpitaux du secteur des sociétés non-financières vers le secteur des administrations publiques (S.13) et, pour certains hôpitaux, vers le secteur des institutions sans but lucratif au service des ménages (S.15).
2	Amélioration de la qualité des données des administrations publiques	Eurostat encourage les pays membres à introduire un Quality Management System à travers des Memorandum of Understanding, des contrats formels et des flowcharts sur les données de base. En conclusion de la visite de dialogue d'Eurostat du 24/25 Janvier 2019, 27 points d'action ont été retenus. Ces points sont en cours de traitement et seront soumis à Eurostat le plus rapidement possible. Un des points d'action de la visite de dialogue datant encore de 2016 portait sur les différences statistiques entre comptes non-financiers et comptes financiers. A cet effet a été créé conjointement avec l'IGF et la Trésorerie de l'Etat un groupe de travail afin d'établir une analyse approfondie de ces « statistical discrepancies ». Des progrès ont été réalisés à la satisfaction d'Eurostat, mais des travaux de détail restent encore à faire.
3	Amélioration de la base de données des participations de l'Etat luxembourgeois	Afin de disposer d'une base de données tenant compte de tous les détails des participations de l'Etat luxembourgeois, des travaux de rénovation sont entrepris sur les données existantes.
4	Visite de dialogue d'Eurostat (24/25 janvier 2019)	Eurostat effectue suite à la Communication COM (2010)211 des « Upstream dialogue visits (UDV) », donc des visites avec focus sur la qualité des données de base. Les travaux relatifs à cet objectif, notamment l'organisation, la préparation, l'assurance et le suivi de la visite de dialogue d'Eurostat du 24/25 janvier 2019 ont été effectués à la grande satisfaction d'Eurostat.

1.1.1.6 Évaluation des objectifs opérationnels pour l'unité MAC5

N°	Libellé	Evaluation
1	Comptes satellites du tourisme	Au cours de l'année 2019, des développements informatiques conséquents ont été accomplis afin de permettre la compilation régulière et automatisées des comptes du tourisme.
2	Comptes monétaires de l'environnement	Cette année fut l'occasion pour l'unité des comptes satellites de parfaire la production des comptes monétaires de l'environnement. Des exercices de vérification de la cohérence entre les comptes ont été réalisés et une optimisation de la compilation de ces comptes ont été accomplies.
3	Comptes physiques de l'environnement Land accounts	Ce projet a permis de développer les méthodes nécessaires à la compilation des comptes des terrains. Ces comptes sont la première étape en vue de la production des comptes des services écosystémiques.

1.1.2 Bilan des travaux courants

1.1.2.1 Evaluation des travaux courants de l'unité MAC1

N°	Libellé	Evaluation
1	Comptes nationaux annuels 2015 à 2018	La deadline officielle européenne pour la compilation et la transmission des comptes annuels dans le cadre du règlement SEC2010 fut respectée.
2	Comptes nationaux trimestriels	Les deadlines officielles européennes pour la compilation et la transmission des comptes trimestriels furent respectées, sauf celle du 21 septembre 2019. En effet les données trimestrielles relatives à 2019 T2 furent uniquement transmises à Eurostat et publiées au niveau national le 9 octobre 2019. Ce décalage fut causé par un retard dans la mise à disposition des données des comptes annuels.
3	Pondération pour IPCN et IPCH	L'élaboration des poids de pondération pour l'IPCN et l'IPCH sur base de la dépense de consommation finale des comptes nationaux est commencée après la clôture des comptes annuels. Le schéma de pondération fut mis à disposition dans les délais à l'unité SOC4 en charge du calcul des indices de prix à la consommation.

N°	Libellé	Evaluation
4	R&D S13 2018	La préparation d'une nouvelle enquête R&D du secteur public pour les données de l'année de référence 2018 est planifié être achevée dans les délais et il est prévu d'envoyer les questionnaires pour le 31 décembre 2019.
5	R&D S13 2017	Les résultats de l'enquête R&D du secteur public pour l'année de référence 2017 ont été envoyés le 29 août 2019. Ce non-respect du délai était dû à un retard d'envoi de quelques grandes unités.
6	Emploi et salaire mensuel	Les statistiques mensuelles sur l'emploi et les salaires ont été produites mensuellement dans les délais officiels.

1.1.2.2 Evaluation des travaux courants de l'unité Mac 2

N°	Libellé	Evaluation
1	Production des comptes des sociétés financières pour les comptes annuels 2015-2018	L'unité MAC2, responsable des comptes du secteur financier, a collaboré avec MAC1 dans la compilation des comptes nationaux qui constituent un système intégré et cohérent.
2	Compilation des comptes des sociétés financières pour les comptes trimestriels 2018 T4 et révision des trimestres précédents	L'unité MAC2 a établi les comptes des sociétés financières à prix courants et à prix constants pour les intégrer dans les comptes nationaux trimestriels.
3	Compilation des comptes des sociétés financières pour les comptes trimestriels 2019 T1 et révision des trimestres précédents	L'unité MAC2 a établi les comptes des sociétés financières à prix courants et à prix constants pour les intégrer dans les comptes nationaux trimestriels.
4	Compilation des comptes des sociétés financières pour les comptes trimestriels 2019 T2 et révision des trimestres précédents	L'unité MAC2 a établi les comptes des sociétés financières à prix courants et à prix constants pour les intégrer dans les comptes nationaux trimestriels.
5	Compilation des comptes des sociétés financières pour les comptes trimestriels 2019 T3 et révision des trimestres précédents	L'unité MAC2 a établi les comptes des sociétés financières à prix courants et à prix constants pour les intégrer dans les comptes nationaux trimestriels.
6	Compilation des comptes sectoriels non financiers annuels des années 2015 - 2018	L'unité MAC2 a calculé les comptes sectoriels non financiers annuels. Le RNB qui en découle a été envoyé à Eurostat. Les comptes sectoriels ont été publiés sur le site du Statec en octobre.
7	Compilation des comptes sectoriels non financiers trimestriels des années 2015 - 2018	L'unité MAC2 a calculé les comptes sectoriels non financiers trimestriels et les a envoyés à Eurostat en octobre.
8	Compilation des comptes sectoriels financiers des années 2015 - 2018	L'unité MAC2 a calculé les comptes sectoriels financiers annuels ensemble avec la BCL.

N°	Libellé	Evaluation
9	Compilation des comptes sectoriels financiers trimestriels des années 2018 T4 et révision des trimestres précédents	L'unité MAC2 a calculé les comptes sectoriels financiers trimestriels ensemble avec la BCL.
10	Compilation des comptes sectoriels financiers trimestriels des années 2019 T1 et révision des trimestres précédents	L'unité MAC2 a calculé les comptes sectoriels financiers trimestriels ensemble avec la BCL.
11	Compilation des comptes sectoriels financiers trimestriels des années 2019 T2 et révision des trimestres précédents	L'unité MAC2 a calculé les comptes sectoriels financiers trimestriels ensemble avec la BCL.
12	Compilation des comptes sectoriels financiers trimestriels des années 2019 T3 et révision des trimestres précédents	L'unité MAC2 a calculé les comptes sectoriels financiers trimestriels ensemble avec la BCL.

1.1.2.3 Evaluation des travaux courants de l'unité MAC3

N°	Libellé	Evaluation
1	Collecte d'informations	L'activité principale de l'unité se résume à la réalisation des travaux courants, qui consistent dans les collectes mensuelle, trimestrielle et annuelle de données indispensables à l'établissement de la balance des paiements et à la production subséquente des résultats (conjointement avec la BCL), en conformité avec les dispositions réglementaires en vigueur.
2	Production de résultats statistiques	En 2019, la totalité du programme de transmission et des délais y relatifs a été respectée, et ce avec un degré de couverture et de cohérence interne de 100%. Plus d'un million de résultats individuels ont été envoyé aux organisations internationales en cours d'année.
3	Coordination des statistiques en matière d'IDE	La coordination des travaux en matière d'IDE est récurrente et complexe, car elle doit assurer la cohérence entre les différentes enquêtes (STATEC/BCL) au niveau des revenus, du compte financier et de la position extérieure globale

1.1.2.4 Evaluation des travaux courants de l'unité MAC4

Les délais de transmission de la notification des déficits excessifs, des comptes trimestriels non-financiers et financiers ainsi que des tableaux SEC2010 cohérents avec ceux de la notification EDP, ont pu être respectés.

N°	Libellé	Evaluation
1	Compilation et transmission vers Eurostat et publication des données de comptabilité nationale (comptes annuels et trimestriels des administrations publiques, etc.)	Comme chaque année, la totalité des ressources de l'unité MAC4 a été allouée à la production des séries de comptes nationaux répondant au programme de transmission défini par le règlement SEC2010.

N°	Libellé	Evaluation
2	Amélioration de la qualité des données des administrations publiques	Eurostat encourage les pays membres à introduire un Quality Management System à travers des Memorandum of Understanding, des contrats formels et des flowcharts sur les données de base. En ce qui concerne l'amélioration de la qualité des données des administrations publiques, un groupe de travail EDP a été créé, en tant que sous-comité du comité des statistiques publiques. L'amélioration de la qualité des données est à considérer comme un travail courant. Un des points d'action de la visite datant encore de 2016 portait sur les différences statistiques entre comptes non-financiers et comptes financiers. A cet effet a été créé conjointement avec l'IGF et la Trésorerie de l'Etat un groupe de travail afin d'établir une analyse approfondie de ces « statistical discrepancies ». Des progrès ont été réalisés à la satisfaction d'Eurostat, mais des travaux de détail restent encore à faire.

1.1.2.5 Evaluation des travaux courants de l'unité MAC5

N°	Libellé	Evaluation
1	Statistiques de l'énergie	La production et publication régulière des statistiques nationales de l'énergie est une mission accomplie par le STATEC. Les statistiques ont été produites selon le calendrier prévu et avec une bonne qualité.
2	Compte monétaire de l'environnement	Le STATEC produit également des comptes monétaires sur les taxes environnementales et sur l'économie des biens et services environnementaux. Ces comptes seront publiés au début de l'année 2020 sur le portail des statistiques publiques.
3	Compte physique de l'environnement	Chaque année, le STATEC produit les comptes des émissions de polluants atmosphériques, des flux physiques d'énergie et des flux de matières. Ceux-ci sont transmis à Eurostat dans une version détaillée et une version agrégée est publiée sur le portail des statistiques publiques.
4	Statistiques de l'environnement	Comme chaque année, le STATEC a joué son rôle de centralisateur et de communicant sur les statistiques environnementales dans les domaines de l'eau, de l'air, des déchets, de la forêt et du climat.
5	Indicateurs du développement durable	Le STATEC a reçu pour mission de produire annuellement les indicateurs de suivi pour un développement durable. Ces indicateurs sont publiés sur le Portail des statistiques publiques
6	Indicateurs relatifs au changement climatique	Suivant les recommandations de l'UNECE, le STATEC a produit une liste nationale d'indicateurs relatif au changement climatique. Les principaux enseignements tirés de l'analyse de ces indicateurs ont fait l'objet d'une publication au mois de septembre

1.1.3 Bilan de communication

1.1.3.1 Publications

Nom de la publication	Série	Auteurs
Première estimation du PIB en volume pour le 3ème trimestre 2019 (prévue)	STATNEWS	Jean-Paul Hermes, Mehran Kafaï, Véronique Elter
Première estimation du PIB en volume pour le 2ème trimestre 2019	STATNEWS	Jean-Paul Hermes, Mehran Kafaï, Véronique Elter
Première estimation du PIB en volume pour le 1er trimestre 2019	STATNEWS	Jean-Paul Hermes, Mehran Kafaï, Véronique Elter
Première estimation du PIB en volume pour le 4ème trimestre 2018 et pour l'année 2018	STATNEWS	Jean-Paul Hermes, Mehran Kafaï, Véronique Elter
Regards 14-2019 sur l'impact des frontaliers dans la balance de paiements	Regards du STATEC	Robert Michaux
Balance des paiements trimestrielle du Luxembourg	Communiqué de presse statistique	Laurent Bley / BCL
Indicateurs relatifs au changement climatique	Regards	Olivier Thunus

2. Division SOC – Statistiques sociales

2.1 Bilan de l'année 2019

2.1.1 Bilan des objectifs opérationnels

2.1.1.1. Évaluation des objectifs opérationnels qui visent la division « statistiques sociales » en entier

Les numéros de priorité (colonne « N° ») reflètent l'ordre attribué dans le programme de travail de 2019 et représentent la position du projet dans l'ensemble des priorités de la division des statistiques sociales.

N°	Objectif	Evaluation
7	Mise en place d'une procédure de coordination des échantillons des enquêtes ménages	Dans un souci de réduction de la charge administrative pesant sur les citoyens en matière de statistique publique, une procédure de roulement des échantillons a été développée par le STATEC en collaboration avec le CTIE et est opérationnelle depuis 2019. Ce système de « fenêtre glissante » annule le risque pour un même individu d'être tiré au même moment dans deux échantillons du STATEC différents. Cela allège le fardeau des enquêtes qui pèse sur les ménages. Dans le même temps, la qualité statistique des échantillons en termes de représentativité est préservée par cette nouvelle procédure.
8	Workshop sur les enquêtes multimodes	Un workshop consacré aux enquêtes multimodes a été organisé par le STATEC les 16 et 17 mai 2019 à la Chambre de Commerce à Luxembourg et a rassemblé des experts nationaux et internationaux dans ce domaine.

2.1.1.2 Évaluation des objectifs opérationnels pour l'unité « Conditions de vie » (SOC1)

Les numéros de priorité (colonne « N° ») reflètent l'ordre attribué dans le programme de travail de 2019 et représentent la position du projet dans l'ensemble des priorités de la division des statistiques sociales.

N°	Libellé	Evaluation
3	Projet : Intégration des données administratives dans l'enquête sur les revenus et les conditions de vie (EU-SILC)	Afin de réduire le fardeau de la collecte des données sur les ménages et les personnes, le STATEC est en train de tester la possibilité d'utiliser les données administratives comme sources de données sur les revenus à la place des entretiens en face-à-face avec les ménages. Ce rapprochement entre les sources de l'enquête EU-SILC et les données administratives pose de nombreuses questions d'ordre statistique, informatique ou légal (notamment en matière de protection des informations personnelles). Des discussions sont actuellement en cours entre le STATEC et l'IGSS. Une étude pilote est prévue en utilisant les données EU-SILC 2019 et sera renouvelée avec les données de la vague 2020 pour les personnes interrogées ayant donné leur consentement.
4	Enquête sur la sécurité (Crime)	Après une phase pilote en octobre 2019, le STATEC va lancer au début de l'année 2020 une enquête nationale sur la sécurité au Luxembourg. L'enquête sur la sécurité collecte les expériences de victimation vécues par la population résidente au Luxembourg. Elle pose aussi des questions sur le sentiment de sécurité des personnes, leur satisfaction du travail de la Police ou des tribunaux. L'enquête de 2020 est la réédition de l'enquête de 2013, dont les questions ont été adaptées pour prendre en compte des problématiques actuelles comme le harcèlement, la violence psychologique et la violence économique. Autre changement par rapport à 2013 : l'enquête de 2020 sera conduite par web, même si les personnes qui en font la demande pourront toujours être contactées par téléphone. Le web offre aux personnes interrogées un mode de collecte qui leur garantit l'anonymité indispensable pour pouvoir répondre à une enquête aussi sensible que l'enquête sur la sécurité.

N°	Libellé	Evaluation
6	Nouvelles applications de saisie des données accidents et budget des ménages	De nouvelles applications ont été développées par la division IT du STATEC pour la saisie des questionnaires de l'enquête budget des ménages et des procès-verbaux des accidents corporels de la circulation routière.

2.1.1.3 Évaluation des objectifs opérationnels pour l'unité « Marché du travail et éducation » (SOC2)

Tous les travaux de l'unité SOC2 ont été consacrée à des tâches courantes décrites au chapitre 1.2.2.

2.1.1.4 Évaluation des objectifs opérationnels pour l'unité « Population et logement » (SOC3)

Le projet commenté ci-dessous est la principale priorité de la division des statistiques sociales et a fait partie des 3 projets phares du STATEC définis pour l'année 2019.

N°	Libellé	Evaluation
1	Projet : Recensement de la population, des bâtiments et des logements - intégration de données administratives (Digital RP)	Le prochain recensement de la population, des logements et des bâtiments aura lieu en 2021. Pour la première fois, ce recensement combinera données administratives et données issues de questionnaires. De même, le recours à Internet sera favorisé lors de la collecte des données. Cette nouvelle méthodologie a été testée lors du dénombrement communal organisé dans cinq communes-pilotes volontaires (Beckerich, Garnich, Grosbous, Helperknapp et Wahl) le 15 octobre 2019. Afin d'aider les décideurs communaux à améliorer la vie quotidienne de leurs concitoyens, le contenu des questionnaires a été réalisé en collaboration avec les différentes communes participantes. Chaque ménage, des communes susmentionnées, a été invité à participer de façon électronique via un code d'accès reçu par courrier. Le développement de la solution Internet via myguichet.lu s'est poursuivie en collaboration avec le CTIE afin de proposer dès le 15 octobre le questionnaire électronique. Les ménages n'ayant pas répondu par Internet ont reçu de manière automatique le questionnaire en version papier. Ce questionnaire a été complètement revu par rapport à celui utilisé lors du recensement de 2011, afin d'être plus lisible et de permettre le scanning des réponses. Pour optimiser la qualité des données reçues, des séances de formation ont été organisées pour les agents communaux et les agents recenseurs. De même un helpdesk téléphonique a également été mis en place afin d'aider au mieux les personnes. Concernant la fourniture des données par km² (obligation européenne), le géocodage des adresses du Registre des Bâtiments et des Logements s'est poursuivi. Différentes méthodes de confidentialité des données concernant la publication des résultats par km² ont été investiguées et seront testées au premier trimestre 2020. L'analyse des données du dénombrement communal, commencée à la fin de l'année 2019, se poursuivra en 2020.

2.1.1.5 Évaluation des objectifs opérationnels pour l'unité « Prix » (SOC4)

Les numéros de priorité (colonne « N° ») reflètent l'ordre attribué dans le programme de travail de 2019 et représentent la position du projet dans l'ensemble des priorités de la division des statistiques sociales.

N°	Libellé	Evaluation
2	Indice des prix à la construction: Modernisation et rebasement de l'indice	Le rebasement décennal accompagné d'une repondération de l'indice découle d'une obligation réglementaire. La repondération de l'indice a aussi fourni l'occasion de revoir toutes les prestations-types pour lesquelles les prix sont suivis. Vue la technicité du sujet le STATEC a décidé de se faire assister par des experts d'un bureau d'architecte. Le rapport final avec l'actualisation des prestations-type du panier de l'indice (avec leur définition) et la nouvelle pondération pour chaque prestation-type sera prêt pour fin 2019 et la première collecte des prix des nouvelles prestations sera effectuée pour octobre 2020.
5	Indice des prix à la consommation : Innovation méthodologique	En 2019, de progrès ont été fait pour l'intégration des produits saisonniers dans le calcul de l'indice des prix en ayant recours aux données de passage en caisse (<i>Scanner data</i>). Ces travaux ont été présentés lors d'un groupe de travail Eurostat dédié aux données de passage en caisse. Cependant il a été décidé de ne pas intégrer ces catégories saisonnières pour 2020, mais de continuer à analyser et tester les différentes méthodes de calculs. En même temps le projet qui consiste à collecter automatiquement des prix sur Internet (<i>web scraping</i>) a été lancé avec l'équipe IT du STATEC. Des robots ont été programmés et testés pour collecter des prix pour des produits électroniques et pour les billets d'avion. Des tests supplémentaires sont nécessaires avant d'intégrer les données dans le système de production de l'indice des prix à la consommation. L'analyse de données administratives pour les services domestiques et la méthode de calcul ont été finalisées pour une intégration en production de l'indice en 2020.

2.1.2 Bilan des travaux courants

2.1.2.1 Evaluation des travaux courants de l'unité « Conditions de vie » (SOC1)

N°	Libellé	Evaluation
1	Enquête sur l'utilisation des TIC par les ménages et les particuliers	L'enquête sur l'utilisation des technologies de l'information et de communication (TIC) par les ménages et les particuliers a été réalisée au printemps 2019. Pour la deuxième fois, cette enquête s'est faite selon un mode mixte combinant le téléphone et le web. Cette année un module spécifique du questionnaire avait trait à la sécurité de l'Internet et aux compétences digitales des personnes.
2	Statistiques européennes sur le revenu et les conditions de vie (EU-SILC)	L'enquête EU-SILC s'est terminée en octobre 2019. Les résultats de l'enquête de 2018 ont été publiés en Octobre dernier dans le cadre du rapport annuel « Travail et Cohésion Sociale ». Cette enquête collecte des micro-données détaillées au niveau des ménages et des individus sur les revenus et les conditions de vie au Luxembourg. Elle permet notamment de calculer le taux de pauvreté de la population résidente.
3	Budgets de référence	Des budgets de référence pour le Luxembourg ont été développés et publiés en 2016 par le STATEC. L'objectif de ce travail était de construire des paniers de biens et de services essentiels permettant une vie décente au Luxembourg. Les prix des paniers ont été mis à jour en 2019 grâce notamment à l'indice des prix à la consommation pour tenir compte de l'évolution des prix depuis la première publication.
4	Enquête sur le budget des ménages	L'enquête budget des ménages collecte chaque année le montant des dépenses de consommation des ménages au Luxembourg. Ces données permettent de calculer les pondérations de l'indice des prix à la consommation et d'étudier les conditions de vie et de bien-être des ménages au Luxembourg. Les résultats sont aussi utilisés dans le cadre de la comptabilité nationale.
5	Enquête sur le tourisme d'affaires et de loisirs	L'enquête 2019 est réalisée en mode mixte dans la continuité des enquêtes de 2017 et de 2018.
6	Statistiques sur les accidents de la circulation routière	L'enregistrement des données sur les accidents de la route pour l'année 2019 s'est déroulé comme prévu. Les résultats de la collecte ont fait l'objet de plusieurs publications du STATEC. Le ministre des Transport a présenté les principaux résultats à la presse.

2.1.2.2 Evaluation des travaux courants de l'unité « Marché du travail et éducation » (SOC 2)

N°	Libellé	Evaluation
1	Enquête Forces de travail	L'enquête sur les forces de travail est la plus grande enquête menée auprès de ménages avec environ 30 000 personnes. Les données de l'année 2018 ont été finalisées en mars 2019, et la nouvelle vague de l'année 2019 a été lancée. Elle intègre des questions au sujet de l'organisation du travail et les aménagements du temps de travail.
2	Indice du coût de la main-d'œuvre	L'indice du coût de la main-d'œuvre est calculé et publié chaque trimestre sur base des données fournies par l'Inspection Générale de la Sécurité sociale.
3	Job vacancies statistics	Les statistiques sur les emplois vacants sont calculées trimestriellement. Les données sont fournies par l'Agence pour le développement de l'emploi (ADEM).
4	Indicateur emploi et chômage par commune	Un taux d'emploi et un taux de chômage par commune sont calculés et publiés annuellement en se basant sur des informations de l'ADEM et de l'IGSS.
5	Enquête sur la structure des salaires	La collecte des données auprès de 2 795 entreprises a été finalisée en novembre 2019. Après les travaux de vérifications et d'encodage, les données seront transmises à Eurostat pour juin 2020. Les résultats seront valorisés dans plusieurs publications du STATEC.
6	Gender Pay Gap	L'écart de salaire entre les hommes et les femmes est calculé à partir des données de l'IGSS.

2.1.2.3 Evaluation des travaux courants de l'unité « Population et logement » (SOC3)

N°	Libellé	Evaluation
1	Chiffres de la population	Basé sur le Registre National des Personnes Physiques, l'état de la population au 1 ^{er} janvier 2019 a été publié au début du mois d'avril 2019. Ces statistiques ont trait à la population par âge, genre, nationalité, commune de résidence, etc.
2	Statistiques de l'état civil	En ce qui concerne les statistiques de l'état civil (naissances, décès, mariages, divorces), les données relatives à l'année 2018 ont été publiées en avril 2019.
3	Acquisitions de la nationalité luxembourgeoise	Les statistiques sur les acquisitions de la nationalité, fournies par le Ministère de la Justice, ont été publiées au mois d'avril 2019 en même temps que les chiffres de la population et des statistiques de l'état civil.
4	Statistiques sur les migrations	Les statistiques sur les migrations, basées sur un extrait du Registre National des Personnes Physiques, ont été publiées également au mois d'avril 2019.
5	Registre des Bâtiments et des Logements : stock des bâtiments et des logements	La mise à jour du Registre des Bâtiments et des Logements s'est poursuivie en 2019 et s'est faite à partir de l'enquête sur les bâtiments achevés et de l'enquête sur les transformations et les démolitions des bâtiments.
6	Statistiques des bâtiments achevés	L'enquête sur les bâtiments achevés permet de fournir des statistiques sur les nouvelles constructions, tant résidentielles que non résidentielles, au cours d'une année. Ces statistiques sont publiées avec un délai de 2 ans. La publication des résultats relatifs à l'année 2017 s'est faite selon le calendrier prévu.
7	Statistiques des transformations et des démolitions	La modification des caractéristiques des bâtiments et logements existants, ainsi que la désactivation des bâtiments démolis, se font à partir de l'enquête des transformations et des démolitions des bâtiments. Cette enquête a uniquement pour objectif de permettre la mise à jour du RBL.
8	Indice socio-économique par commune	Dans le cadre de la réforme des finances communales, le STATEC calcule pour le Ministère de l'intérieur un indice socio-économique au niveau communal. Ce dernier a été transmis en février 2019 au Ministère de l'intérieur.

2.1.2.4 Evaluation des travaux courants de l'unité « Prix » (SOC4)

N°	Libellé	Evaluation
1	Calculer et publier l'indice des prix à la consommation national (IPCN) et l'indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH).	La production régulière de l'indice des prix à la consommation (IPCN et IPCH) a été assurée dans le respect du calendrier fixé. Ainsi, douze résultats mensuels ont été établis et publiés dans la série "indicateurs rapides-Série A1" et "indicateurs rapides-Série A1 bis". Chaque diffusion a été accompagnée d'un communiqué de presse. La commission de l'indice des prix à la consommation, présidée par le STATEC, s'est réunie avant chaque publication des résultats. Une première estimation de l'IPCN (taux d'inflation annuel) est publiée à la fin du mois de référence sur le site du STATEC. Une première estimation de l'IPCH a été transmise à Eurostat à la fin du mois de référence. Tous les mois, un IPCH à taxation constante a été calculé et transmis à Eurostat.
2	Calculer et publier l'indice des prix des logements.	La production régulière de l'indice des prix des logements a été assurée dans le respect du calendrier fixé. Ainsi, 4 résultats trimestriels ont été publiés dans la série "indicateurs rapides-Série C" et transmis à Eurostat.
3	Calculer et transmettre à Eurostat l'indice des coûts du logement des propriétaires (OOH).	La production régulière de l'indice des prix coûts du logement des propriétaires (OOH) a été assurée dans le respect du calendrier fixé. Ainsi, 4 résultats trimestriels ont été établis et transmis à Eurostat.
4	Calculer et publier l'indice des prix de la construction	Conformément au calendrier, les résultats de l'indice des prix de la construction ont été diffusés dans la série "Indicateurs rapides-Série A2" en janvier et en juillet 2018. La commission technique consultative des indices de prix de la construction, présidée par le STATEC, s'est réunie avant chaque publication.
5	Calculer et publier l'indice des prix à la production des produits industriels	La production mensuelle a été assurée dans le respect du calendrier fixé. Les résultats mensuels ont été publiés dans la collection "Indicateurs rapides - Série A3" et transmis à Eurostat.
6	Calculer et transmettre à Eurostat l'indice des prix à la production des services	La production régulière de l'indice des prix à la production des services a été assurée dans le respect du calendrier fixé. Ainsi, 4 résultats trimestriels ont été établis et transmis à Eurostat.
7	Calculer et transmettre à Eurostat une sous-série de l'indice des prix à l'importation	Dans le cadre du règlement (EC) N° 1165/95 concernant la production d'un indice des prix à l'importation, le Luxembourg participe à un échantillon européen. Cette participation permet de ne produire qu'un seul indice des prix à l'importation portant sur la CPA 26.20. La transmission mensuelle de cet indice à Eurostat a été assurée dans les délais.
8	Mise à jour de la pondération de l'IPCH et de l'IPCN	Les travaux d'actualisation du schéma de pondération qui se basent sur la dépense de consommation finale des ménages des comptes nationaux ont été entamés au mois d'octobre. L'exercice annuel d'actualisation s'est déroulé en collaboration étroite avec l'équipe des comptes nationaux. Le règlement grand-ducal fixant la nouvelle pondération est à prendre sur avis du Conseil économique et social (CES). Le STATEC a présenté les résultats de l'exercice d'actualisation en date du 9 décembre 2019 au CES.
9	Parités de pouvoir d'achat	Il s'agit d'enquêtes de prix réalisées à partir de listes européennes communes de produits et services. L'exploitation de ces données permet à Eurostat d'établir des parités de pouvoir d'achat pour les pays pour permettre la comparaison d'agrégats économiques comme le PIB. Deux vastes enquêtes de prix ont été réalisées sur le terrain, l'une au printemps sur les produits de la maison et du jardin, l'autre en automne sur le transport ainsi que sur les hôtels, restaurants et cafés. Les travaux relatifs à la collecte et la validation du volet des prix dans la construction ont été réalisés en sous-traitance avec un consultant externe, expert dans le domaine. En outre, les travaux de validation des données ont été réalisés en collaboration avec les collègues mandatés par Eurostat, en respect de la procédure mise en place par le règlement communautaire.

2.1.3 Bilan de communication

2.1.3.1 Publications

Nom de la publication	Série	Auteurs
Rapport travail et cohésion sociale (TCS)	Analyses	Serge Allegrezza, Fofo Senyo Ametepe, Anne Franziskus, Anne Hartung, Jérôme Hury, Johann Neumayr, Guillaume Osier, François Peltier, Paul Reiff, Ioana Cristina Salagean, Marco Schockmel
De 2016 à 2018, 15 piétons ont perdu leur vie sur les routes luxembourgeoises	Regards	Armande Frising
Plus de 120 000 seniors au Luxembourg	Regards	Division SOC
Les dépenses de carburant ponctionnent davantage le budget des plus démunis	Regards	Ioana Salagean
Le logement, amplificateur des inégalités au Luxembourg	Regards	Fofo Amétépé
Quid des jeunes au Luxembourg ?	Regards	Division SOC
De 2016 à 2018, 4 cyclistes ont perdu la vie sur les routes luxembourgeoises	Regards	Armande Frising
Au Luxembourg, 100% des jeunes et 82% des 65 à 74 ans ont un accès Internet	Regards	Armande Frising et Pascale Niclou
25 motocyclistes décédés sur la route entre 2015 et 2018	Regards	Armande Frising
Un salarié sur quatre bénéficie d'avantages en nature, mais le poids de ces avantages dans la masse salariale reste marginal	Regards	Ioana Salagean
En hiver 1 résident sur 10 part à la montagne	Regards	Lucile Bodson
Emploi trimestriel (4x)	Statnews	Marco Schockmel
Le luxembourgeois reste la langue la plus utilisée à domicile	Regards	Paul Reiff, Johann Neumayr
L'heure travaillée coûte cher au Luxembourg	Regards	Paul Reiff
On travaille plus d'heures au Luxembourg que dans les pays voisins	Regards	Paul Reiff
Analyses 1-2019: Atlas démographique du Luxembourg	Analyses	Charlie Klein, François Peltier
Regards N° 07/2019 - 93% de la population luxembourgeoise sont des ressortissants de l'UE-28	Regards	François Peltier, Charlie Klein
Regards N° 08/2019 - Le nombre de nouveaux logements en progression	Regards	François Peltier, Charlie Klein
Regards N° 15/2019 - Quid des jeunes au Luxembourg ?	Regards	Division SOC
Regards N° 19/2019 - Plus de 120 000 seniors au Luxembourg	Regards	Division SOC
614 000 habitants au 1 ^{er} janvier 2019	Statnews	François Peltier

Économie et statistiques N° 106/2019 Projections des ménages et de la demande potentielle en logements : 2018-2060	Économie et statistiques	François Peltier
Économie et statistiques N° 108/2019 New approaches in georeferenced statistical data and related confidentiality issues	Économie et statistiques	Krisztina Dékány
Regards N° 02/2019 - Les femmes au Luxembourg deviennent maman de plus en plus tard	Regards	Division SOC
Regards N° xx/2019- Regards sur le continent américain	Regards	Charlie Klein
Regards N° xx/2019 - Regards sur le continent asiatiques	Regards	Charlie Klein
Regards N° xx/2019 - Regards sur le continent africains	Regards	Charlie Klein
Evolution of the international population in Luxembourg from 1950 until today	American Chamber of Commerce in Luxembourg	François Peltier
12 communiqués de presse décrivant les résultats mensuels de l'indice des prix à la consommation	Statnews	Marc Ferring , Jérôme Hury , Ben Lang
Le logement en chiffres au deuxième trimestre 2019	Le logement en chiffres (en collaboration avec l'Observatoire de l'habitat).	Marc Ferring

3. Division ENT- Statistiques d'entreprises

3.1 Bilan de l'année 2019

3.1.1 Bilan des objectifs opérationnels

3.1.1.1 Évaluation des objectifs opérationnels qui visent la division en entier

N°	Objectif	Evaluation
1	<u>Large Cases Unit</u> : analyser et mettre en cohérence les statistiques relatives aux 'grandes entreprises'	La division ENT a apporté sa contribution à l'analyse des grands cas ainsi qu'au projet pilote GNI MNE initié par Eurostat sur les multinationales.
3, 4, 5	<u>FRIBS</u> – nouveau règlement cadre des statistiques d'entreprises	A l'instar des années précédentes, la division ENT a été impliquée dans la préparation des textes légaux relatifs au nouveau règlement cadre concernant les statistiques d'entreprises (FRIBS) et a continué les travaux préparatifs de mise en application dudit règlement. Le nouveau règlement cadre des statistiques d'entreprises introduit de nouvelles demandes statistiques pour tous les domaines. Néanmoins, le plus grand volume de travail engendré par FRIBS concerne la modernisation d'Intrastat.

- 12 **Répertoire d'entreprises : MASTERFRAME/ documentation des processus** Ce travail fait partie du projet « Répertoire des entreprises – renforcer le rôle de colonne vertébrale » qui consiste à améliorer la qualité de l'information contenue dans le répertoire et à l'utiliser de manière harmonisée par les utilisateurs en vue d'une meilleure intégration et cohérence des statistiques d'entreprises.
- Le volet « Masterframe »** consiste à développer des populations d'entreprises à partir du répertoire d'entreprises qui serviraient de référentiel commun à la production de toutes les statistiques d'entreprises. La rédaction du guide méthodologique et la construction des frames suivent leur cours.
- La division ENT a entamé la **documentation des processus d'alimentation du Répertoire d'entreprises**, qui couvre à la fois le volet IT et le volet métier. Par la même occasion, on recherche une solution pour accélérer la mise à disposition des chiffres d'affaires mensuels pour le calcul de l'indicateur en vue d'un raccourcissement des délais de diffusion.
- 27 **Groupe de travail « localisation des emplois » :** Produire des données annuelles à partir de sources administratives Le STATEC préside le GT regroupant tous les fournisseurs et utilisateurs potentiels de données auprès de l'ETAT afin de produire des données fiables et récentes sur la répartition territoriale des emplois et les déplacements « domicile - travail » à un rythme annuel. Les travaux se sont poursuivis en 2019. Le GT a produit un nouveau tableau croisé reprenant les emplois par commune de travail et par code NACE.

3.1.1.2 Évaluation des objectifs opérationnels pour l'unité ENT1

- 3 **FRIBS: Moderniser INTRASTAT** La refonte complète de la chaîne de production des statistiques du commerce intra-communautaire de biens est programmée sur une période de 7 ans. Les travaux réalisés en 2019 comprennent :
- Le règlement FRIBS entre en vigueur en 2021 avec une phase de transition d'un an pour le volet Intrastat.*
- la planification conceptuelle du projet et rédaction du cahier des charges pour les travaux à réaliser en sous-traitance pendant la période 2020 à 2021
 - l'audit externe sur l'architecture informatique proposée
 - des développements IT liés à la couche opérationnelle
 - la signature d'une convention de subvention communautaire couvrant la partie Intrastat du projet en 2020 et 2021.

1.1.1.3 Évaluation des objectifs opérationnels pour l'unité ENT2

N°	Libellé	Evaluation
16	Centrale des bilans : Implémentation de la version 2020 du plan comptable normalisé (PCN)	Les travaux liés à la mise en place du nouveau PCN2020 suivent leurs cours. La nouvelle structure du PCN est progressivement intégrée dans les systèmes internes en vue de la collecte débutant en janvier 2021.
18	BACH -(Bank for the Accounts of Companies Harmonized): adapter la structure	Nos programmes de traitement des données de la Centrale des bilans ont été adaptés à la structure des nouveaux formulaires eCDF en vue de la transmission annuelle des ratios de rentabilité à la base de données européenne BACH, gérée par la Banque de France.
29	Fusion ENT2 et ENT6	En 2019, l'intégration de l'unité ENT6 dans ENT2 était surtout caractérisée par la genèse d'une publication sur la Centrale des bilans à paraître en début 2020.

1.1.1.4 Évaluation des objectifs opérationnels pour l'unité ENT3

N°	Libellé	Evaluation
11	Règlement SBS : implémenter la dernière version de la nomenclature des produits CPA Usage des TIC par les entreprises: Concevoir de nouveaux tableaux pour le Portail des statistiques	Les travaux sont en cours de réalisation, en étroite collaboration avec l'unité des comptes nationaux. En 2019, des tableaux plus détaillés ont été conçus et publiés.

3.1.1.5 Évaluation des objectifs opérationnels pour l'unité ENT4

N°	Libellé	Evaluation
1.	Indicateur du chiffre d'affaires : concevoir et réaliser un nouveau système de production	ENT4 a continué ses travaux en 2019. L'objectif reste la réduction de la durée de production et l'amélioration de la qualité de l'indicateur. Les travaux, basés sur l'expérience française, continueront en 2020 par l'adaptation méthodologique et la programmation des différentes phases de calcul de résultats.
2.	FRIBS-STIS : développement d'un indice de la production dans les services (ISP)	Les travaux menant au calcul de ce nouvel indicateur ont stagné en 2019 faute de ressources.
3.	Transport routier de marchandises (TRM) : moderniser pour réduire la charge administrative	En 2019, la mise en place d'une nouvelle application informatique a quasiment été achevée. Elle donnera une plus grande flexibilité de travail à ENT4 tout en augmentant la qualité de la statistique. Les travaux en vue d'une réduction de la charge administrative et de l'échantillonnage seront réalisés ultérieurement.
4.	Enquêtes de conjoncture : un seul type de questionnaire électronique et une nouvelle méthode d'estimation des non-réponses	Pour les cinq enquêtes de conjoncture (industrie, construction, investissements, commerce et services), des questionnaires électroniques ont été créés. La gestion des enquêtes se fait dorénavant dans un seul environnement informatique. Notons encore que les panels d'entreprises, les pondérations et le calcul des résultats ont été mis à jour.

3.1.1.6 Évaluation des objectifs opérationnels pour l'unité ENT5

8.2	REPERT : nouveaux processus d'alimentation pour utilisateurs externes	Le processus d'alimentation des codes NACE/secteurs pour le CTIE et le Guichet a dû être révisé (création de « webservice »). De même, il a fallu créer un webservice pour l'alimentation des codes NACE pour le site web du RCSL. Ces projets ont été réalisés en 2019.
22	EuroGroup Register (EGR) : participer au projet pilote subventionné par Eurostat et effectuer les adaptations de la base de données le cas échéant	ENT5 a participé au « EGR projet pilote C1 » qui consistait à analyser les différentes étapes de l'interaction des répertoires d'entreprises nationaux avec l'EGR suivant un calendrier donné. Le but était d'évaluer la possibilité raccourcir le cycle EGR en vue d'accélérer la mise à disposition des données aux utilisateurs.

3.1.2 Bilan des travaux courants

1.1.2.1 Evaluation des travaux courants de l'unité ENT1

N°	Libellé	Evaluation
1	Mission légale de produire et diffuser les statistiques du commerce extérieur	Toutes les statistiques du commerce extérieur ont été diffusées dans les délais prescrits.

1.1.2.2 Evaluation des travaux courants de l'unité ENT2

N°	Libellé	Evaluation	%
1	Mission légale de produire et diffuser les statistiques IDE	L'unité a réalisé la collecte de données. La production des résultats a pris du retard et la publication a été réalisée sur base d'estimations et de données préliminaires.	
2	Mission légale de gérer la Centrale des bilans	L'unité a procédé à la collecte, le traitement, la gestion et la diffusion des données comptables. Elle a préparé une publication à paraître en début 2020.	

1.1.2.3 Evaluation des travaux courants de l'unité ENT3

RAS

1.1.2.4 Evaluation des travaux courants de l'unité ENT4

N°	Libellé	Evaluation	%
1	Enquêtes de conjoncture	L'unité a réalisé mensuellement des enquêtes de conjoncture dans l'industrie, la construction, le commerce et les services. Les enquêtes sur les investissements ont été réalisées semestriellement. Les résultats ont été publiés dans la série J sur les indicateurs rapides.	
2	Autorisations de bâtir	L'unité a produit trimestriellement des statistiques sur les autorisations de bâtir.	
3	Statistiques sur l'activité	L'unité a produit mensuellement des statistiques sur l'activité dans l'industrie et la construction.	
4	Indices du chiffre d'affaires	L'unité a produit mensuellement des indices du chiffre d'affaires en valeur et en volume.	
5	Hébergement touristique	L'unité a produit mensuellement et annuellement des statistiques sur l'offre et la fréquentation des établissements d'hébergement touristique.	
6	Transports routiers de marchandises	L'unité a réalisé trimestriellement des enquêtes sur l'activité de transport des véhicules routiers.	
7	Transports aériens	L'unité a mensuellement centralisé et diffusé des statistiques sur les transports aériens.	
8	Transports ferroviaires	L'unité a trimestriellement et annuellement centralisé et diffusé des statistiques sur les transports ferroviaires.	
9	Transports fluviaux	L'unité a trimestriellement et annuellement centralisé et diffusé des statistiques sur les transports fluviaux.	
10	Immatriculations de véhicules routiers	L'unité a mensuellement centralisé et diffusé des statistiques sur les immatriculations de véhicules routiers.	
11	Parc automobile	L'unité a centralisé les données sur le parc automobile et a traité toutes les demandes statistiques y relatives.	

1.1.2.5 Evaluation des travaux courants de l'unité ENT5

RAS

3.1.3 Bilan de communication

1.1.3.4 Publications

Nom de la publication	Série	Auteurs
Portrait chiffré des entreprises	Analyse	Lucia Gargano (ENT), Héctor Candelas (ENT3), Georges Zangerlé (ENT3), Mike Hartmann (ENT5), Thibaut Di Fabio (ENT3), Alain Hoffmann (ENT1), Gilles Genson (ENT2), Sergiu Parvan (ENT3), Bob Jung (ENT3), Frank Hansen (ENT4), Leïla Ben Aoun (ENT4)
Commerce extérieur par produits et pays	Indicateurs Rapides – Série H1	Marc Toisul (ENT1)
Indices des valeurs unitaires et des termes de l'échange	Indicateurs Rapides – Série H2	Marc Toisul (ENT1)
Commerce extérieur du Luxembourg par pays partenaires et par catégories de marchandises (1993-2019)	Tableaux	Marc Toisul (ENT1)

Nom de la publication	Série	Auteurs
Liste des principaux employeurs au 1er janvier 2017	Statnews et publication hors-série	Bob Jung, Françoise Roderes, Marianne Berens (ENT3)
Structure des entreprises par activité et par classe de taille	Tableaux	Georges Zangerlé (ENT3)
Liste pluriannuelle des principaux employeurs au 1er janvier	Tableaux	Bob Jung (ENT3)
Recherche et développement	Tableaux	Sergiu Parvan, Bob Jung (ENT3)
Innovation	Tableaux	Sergiu Parvan, Bob Jung (ENT3)
TIC - entreprises	Tableaux	Bob Jung, Sergiu Parvan (ENT3)
Démographie des entreprises	Portail/Eurostat (Tableaux)	Mike Hartmann (ENT5)
Statistiques sur les faillites	Portail (Tableau)	Mike Hartmann (ENT5)
Répertoire des entreprises luxembourgeoises	Portail (PDF)	Mike Hartmann (ENT5)
Indice de l'activité dans l'industrie	Indicateurs Rapides – Série B1	Sandra Hoffmann, Lena Gries (ENT4)
Indice de l'activité dans la construction	Indicateurs Rapides – Série B2	Sandra Hoffman, Lena Gries (ENT4)
Immatriculations de véhicules automobiles	Indicateurs Rapides – Série D	Philippe Thill (ENT4)
Enquête de conjoncture - Industrie	Indicateurs Rapides – Série J1	André Wagener (ENT4)
Enquête de conjoncture – Construction	Indicateurs Rapides – Série J2	André Wagener (ENT4)
Indice du chiffre d'affaires du commerce de détail et de la réparation	Indicateurs Rapides – Série O	Leila Ben Aoun, Sandra Hoffmann (ENT4)
Autorisations de bâtir, bâtiments et logements par mois	Tableaux	Leila Ben Aoun, André Wagener, Chantal Sauber (ENT4) Rita Leclerc (SOC3)
Enquête de conjoncture dans le commerce de détail	Tableaux	André Wagener (ENT4)
Enquête de conjoncture dans les services	Tableaux	André Wagener (ENT4)
Tourisme - Capacité de l'hébergement	Tableaux	Frank Hansen, Carole Mathieu, Chantal Sauber (ENT4)
Tourisme – Arrivées et nuitées (mensuelles et annuelles)	Tableaux	Frank Hansen, Carole Mathieu, Chantal Sauber (ENT4)
Transport – Statistiques mensuelles sur les véhicules	Tableaux	Philippe Thill (ENT4)
Transport – Statistiques sur le transport ferroviaire	Tableaux	Philippe Thill (ENT4)
Transport – Statistiques sur le transport aérien	Tableaux	Philippe Thill (ENT4)
Transport – Statistiques sur le transport routier de marchandises	Tableaux	Linda Iannello, Philippe Thill, Leila Ben Aoun (ENT4)

4. Division CMP – Conjoncture, modélisation, prévision

4.1 Bilan de l'année 2019

4.1.1 Bilan des objectifs opérationnels:

Le bilan des objectifs opérationnels pour 2019 est – à première vue – mixte. Tous les objectifs n'ont pas été remplis à 100% et quatre publications («Working papers») liées à ces travaux, prévus de sortir en 2019, ont été retardés. Mais chacun des objectifs importants a sa propre dynamique et ses propres raisons ayant mené au fait que les agents de CMP n'ont pas pu faire tout ce qui a été planifié.

1. Le projet EEE (Economie – Energie – Environnement), financé par le fonds Climat et exécuté par un consultant, avait commencé en 2016 et s'est achevé au début de 2019. Il visait à coupler LuxGEM, un modèle macro-économique «top-down», au modèle énergétique «bottom-up» NEAM. La dernière étape de «prise en main des outils» a bien pu être terminée. Un deuxième objectif pour 2019 a été l'élaboration et la publication d'une projection à long terme intégrant les aspects économiques, démographiques, énergétiques et d'émissions de gaz à effet de serre. Or, au tout début du processus, la décision a été prise de préconiser la mise à jour le cœur du modèle, à savoir la matrice de comptabilité sociale (SAM), datant de 2005. Ces travaux ont donc été prioritaires sur l'élaboration du baseline à long terme. Ils ont très bien avancé en cours d'année, vue la complexité et le degré novateur de la tâche, associé au désir de conférer à cette dernière un degré important d'automatisation (pour faciliter les prochaines mises à jour) et de flexibilisation (concernant la structure du modèle en lien avec le niveau de détail de la SAM). La raison de l'échec de la tâche a donc été la priorisation de la qualité par-dessus la rapidité (d'exécution). **Mais il faut aussi reconnaître, et c'est une constante, que l'équipe de modélisation est largement «understaffed», car il faut compter 2-3 personnes permanents par modèle, pour assurer son développement et sa survie.**
2. L'analyse et modélisation du secteur financier a mené en 2019, dans le cadre d'un mémoire de fin de stage, à la détermination statistique de 5 clusters de banques homogènes, pouvant faciliter l'analyse conjoncturelle dudit secteur. Un des résultats positifs du projet est le lien qui a pu être établi entre les données comptables (CSSF/BCL) et les agrégats des comptes nationaux (valeur ajoutée) ce qui peut jeter les bases de la future modélisation du secteur (dans le cadre de Modux/LuxGEM) mais ce volet reste à être entamé. Une possible définition d'une fonction de production tout comme le volet «prévisions à court terme» n'ont pas été abordés faute de temps mais ces axes de développement restent l'une des priorités de CMP au cours des prochaines années.
3. Dans le contexte de son mémoire également, un des agents de CMP devait établir un modèle à facteurs dynamiques du PIB trimestriel en volume du Luxembourg. Le but de ce travail était d'avoir un modèle capable de «nowcasting», «backcasting» et de prédire les prochains trimestres. Comme le PIB trimestriel a connu des fortes révisions au cours des dernières années, une partie du travail devait se focaliser sur l'impact des révisions. Toutefois, en raison de congés de maladie prolongés et répétés, le projet n'a pas été entamé et reporté à 2021 (finalisation du stage en 2020). Il n'en reste pas moins que la prise en main de la prévision de court terme publiées dans les Notes de Conjoncture par le même agent reste l'une des success stories de CMP de 2019!

Les trois projets phares ont montré les limites de l'actuelle équipe de CMP pour développer en interne des nouveaux outils de modélisation et de prévision. Cela reste possible mais comme la plupart des agents sont impliqués dans le travail régulier et quasi-quotidien d'analyse conjoncturelle et/ou de prévision, le temps pouvant être consacré à la recherche scientifique reste assez limité. Il convient donc de trouver le juste équilibre entre développement autonome et sous-traitance de projets et de développements à des consultants.

Mais trouver des consultants ou des chercheurs désireux de travailler pour le STATEC et capables de s'accommoder de la réalité statistico-économique luxembourgeoise n'est pas toujours aisé. A cette fin, la division CMP soigne ses contacts internationaux, comme le prouve la longue liste de séminaires, conférences et colloques auxquels elle a participé, de façon active ou passive. Mentionnons en particulier

- La conférence conjointe avec Oxford Economics à Luxembourg, avec des présentations d'agents du STATEC et d'OE;
- La conférence Ecomod aux Azores (présentations de deux agents de la division);
- La visite de deux jours en Novembre auprès du Wifo, assortie de présentations de leurs travaux par cinq agents de CMP.

Pour 2020/2021, d'autres projets phares avec des consultants étrangers sur des thèmes importants comme le marché du logement ou la modélisation d'une taxe de CO₂ au Luxembourg sont prévus.

CMP s'efforce également de donner l'opportunité à des étudiants de passer un ou plusieurs mois en son sein afin de se familiariser avec le travail d'analyse conjoncturelle et de modélisation/prévision. En 2019, trois étudiants ont pu saisir cette opportunité, certains d'entre eux retournant ou désirant retourner une deuxième fois chez CMP.

D'autres faits marquants sur 2019 ont été:

- La contribution de CMP (3 articles) au lancement de l'Observatoire de la productivité;
- Les progrès au niveau de la compréhension et de la modélisation des impôts prélevés sur les sociétés qui ont permis de dégager le rôle joué par la concurrence sur les taux nominaux;
- L'analyse de l'impact de la hausse des accises et de la gratuité du transport public au Luxembourg dans un contexte international de débat sur la taxation du CO2 et les injustices sociales que cela peut provoquer.

Finalement, la régularité et la qualité des deux publications phares que sont la Note de Conjoncture et le Conjoncture Flash se voit entre autres à travers le reflet dans la presse luxembourgeoise ou les demandes d'informations et de précisions par des journalistes intéressés.

4.1.1.1 Évaluation des objectifs opérationnels qui visent la division en entier

NB: CMP ne présente les objectifs que d'un point de vue «division en entier».

N°	Objectif	Evaluation
1	Projet EEE (Economie – Energie – Environnement)	Le projet courrait jusqu'à fin mars 2019 Tous les travaux réalisés ont été documentés en interne et les agents permanents du STATEC ont pris en main les outils développés. Un certain «peaufinage des résultats ainsi qu'une documentation vulgarisée des projections de long terme n'ont pas pu être entamés en raison des délais liés à la mise à jour de la matrice de comptabilité sociale (MCS). D'autre part, il a été décidé de repousser la réalisation du baseline à long terme jusqu'après la mise à jour de la MCS. Ces travaux devraient être finalisés au courant du premier trimestre 2020, les travaux portant sur le baseline environnemental pouvant alors commencer.
2	Analyse et modélisation du secteur financier	Le but du projet était de mieux comprendre les connexions entre les données des comptes nationaux trimestriels et le monde de la finance de marché et aussi d'aller vers un modèle de simulation et de prévision basé sur ces données. La première étape a été l'élaboration statistique de différents clusters de banques, avec comme objectif de déceler des comportements communs entre groupes de banques similaires respectivement de faire le lien avec les agrégats des comptes nationaux. Il s'agit d'une première étape pouvant mener à la modélisation du secteur financier mais ce travail reste à être entamé.
3	Améliorer la prévision de court terme	Dans le contexte de son mémoire, un agent de CMP devait établir un modèle à facteurs dynamiques du PIB trimestriel en volume du Luxembourg. Le but de ce travail était d'avoir un modèle capable de «nowcasting», «backcasting» et de prédire les prochains trimestres. Comme le PIB trimestriel a connu des fortes révisions au cours des dernières années, une partie du travail devait se focaliser sur l'impact des révisions. En particulier, le projet devait cibler une forte relation entre le marché du travail tandis qu'une partie en devait être dédiée au contrôle de la précision des prévisions en temps réel. Malheureusement, faute de temps et de congés de maladie prolongés, le projet n'a pas été entamé, et reporté à 2021.
4	Mises à jour LuxGEM (modèle d'équilibre général calculable du STATEC)	La mise à jour de la matrice de comptabilité sociale (MCS) a été entamée en 2019. Elle est accompagnée de travaux visant à rendre la modélisation de LuxGEM plus flexible et adaptée au choix du niveau de désagrégation des branches d'activités et des produits. Les fonctions de production sont en train d'être adaptées à une différenciation du stock de capital, etc. Il s'agit de conditions pour établir à terme un scénario de type «Troisième révolution industrielle». La mise à jour de la MCS est bien avancée mais elle a pris du retard en raison de la complexité des travaux, en partie liée à l'absence de bases de données et de nomenclatures cohérentes entre les différentes sources de la comptabilité nationale. Elle devrait être terminée à la fin du T1 2020.

4.1.2 Bilan des travaux courants

4.1.2.1 Evaluation des travaux courants

N°	Libellé	Evaluation
1		
2	Elaboration des prévisions de court et moyen terme	Les prévisions ont été élaborées suivant le calendrier prévu, respectant tous les délais et toutes les contraintes, externes (liées notamment à l'élaboration du PSC – programmation pluriannuelle des finances publiques) et internes (élaboration des Notes de conjoncture). Tandis que la prévision de court terme (années courante et subséquente) est commentée dans les Notes de conjoncture, les prévisions à moyen terme ont été publiées dans un document séparé (cf. WP. no. 105). Les prévisions d'inflations sont quant à elles publiées dans des communiqués «Statnews» à fréquence trimestrielle. Les prévisions dans le document «Projections de moyen terme» ainsi que celles de court terme dans les NDC ont été à chaque fois assorties de scénarios de risques, basés sur les études et données statistiques proposées par Oxford Economics. Les prévisions de court terme ont été bâties en ayant notamment recours à des nouveaux modèles de court terme (dits «dynamiques à facteurs») développés en collaboration avec le Wifo.
3	Publication des Notes de conjoncture	Deux Notes de conjoncture ont été publiées (6 juin et 3 décembre 2019). Outre les analyses habituelles sur la situation conjoncturelle et les prévisions, les deux Notes comportent en tout huit études thématiques, approfondissant certaines questions conjoncturelles ou structurelles.
4	Publication des Conjoncture Flash	Douze numéros du Conjoncture Flash ont été publiés cette année. A la une de ces numéros, les thèmes abordés ont mêlé conjoncture internationale et luxembourgeoise (activité récente et prévisions, politique monétaire, finances publiques, branches de l'industrie et de la construction, marchés financiers).
	Analyse des comptes nationaux trimestriels et annuels avant publication (procédure de validation)	La division CMP contribue à l'élaboration statistique des comptes nationaux trimestriels et annuels en effectuant une analyse de cohérence des données provisoires des comptes en les comparant à d'autres indicateurs conjoncturels ou à l'historique des données. Après les importantes révisions à la baisse de la croissance sur la version précédente, les données ont cette fois-ci été révisées à la hausse, surtout pour les années plus lointaines 2015 et 2016, de manière à rendre la trajectoire du PIB en volume désormais bien plus cohérente avec d'autres indicateurs. Néanmoins, les années récentes, 2017 et 2018, semblent toujours faire preuve d'une croissance trop faible à la lumière d'autres données (surtout 2017). Des analyses supplémentaires vont être effectuées par CMP.

4.1.3 Bilan de communication

4.1.3.1 Publications

Nom de la publication	Série	Auteurs
Notes de Conjoncture no. 1 & 2, 2019	Idem	Divers (principalement CMP)
Conjoncture Flash no. 1-12, 2019	Idem	Divers (CMP)
Projections à moyen terme	Working Papers (N° 105/2019)	FA (CMP)
Probability Intervals for STATEC Forecasts	Working Papers (N° 107/2019)	Serguei Kaniovski (WIFO, projet financé par le STATEC, encadré par MG/CMP)
Gratuité du transport public et hausse des accises: impact sur les dépenses des ménages	Regards N° 17/2019	CS/TH (CMP)
Les mesures du gouvernement auront un impact légèrement expansif sur le PIB et l'emploi	Regards N° 11/2019	FA (CMP)
Analyse structurelle «shift-share» de la productivité horaire apparente du travail du Luxembourg en comparaison internationale	Rapport d'activité du Conseil National de Productivité	MK (CMP2)
Révisions de la productivité apparente du travail	Rapport d'activité du Conseil National de Productivité	FA, MK (CMP2)

Nom de la publication	Série	Auteurs
Productivité apparente du travail: focus sur la valeur ajoutée	Rapport d'activité du Conseil National de Productivité	BL (CMP1)
Conjoncture dans la Grande Région Q1-4 2019	Idem	VS, BL, autres offices statistiques de la Grande Région

5. Division RED – Recherche appliquée

5.1 Bilan de l'année 2019

5.1.1 Bilan des objectifs opérationnels

5.1.1.1 Évaluation des objectifs opérationnels qui visent la division en entier

The Research Division (RED) performs high quality research in the fields of applied economics. This research is based on the analysis of data available at STATEC and is conducted at individual, firm, industry, and national level, with the purpose of improving the understanding of social and economic facts relevant to Luxembourg. The research focuses on factors that contribute to countries' economic growth, namely productivity and entrepreneurship, as well as on well-being, social cohesion, and sustainability.

Among the team's main projects, the Global Entrepreneurship Monitor (GEM) provides unique information on entrepreneurship in Luxembourg. GEM is an international research project aiming to collect cross-country comparable data on entrepreneurship. The GEM database comprises a National Expert Survey (NES) and an Adult Population Survey (APS). The APS survey provides information on entrepreneurial activities at the country level, as well as on the individual characteristics of entrepreneurs and new businesses. Country-specific questions provide insights into issues that are relevant to Luxembourg, including the role and effectiveness of policy actions for entrepreneurship. Additionally, the NES documents the views of experts concerning the national system of entrepreneurship.

In the field of well-being and social cohesion, the team is focusing on two emerging streams of research, namely the role of social capital and the economic consequences of well-being. In 2019, we have initiated new research on policies for well-being, and continued efforts to build evidence for Luxembourg. We have also started the preparation of an international conference on well-being, which will take place in Luxembourg in March 2020. The conference will gather scholars, prominent experts, and policy makers to debate policy-relevant issues in well-being and quality of life research.

The team's expertise in productivity analysis has informed the works necessary to set up and define Luxembourg's new productivity board, as well as results from the Luxembourg OECD visit. The team has also increased focus on the analysis of open issues in productivity studies. One such issue is the measurement of productivity in services, and the analysis and interpretation of associated results. This research is particularly relevant to Luxembourg. The analysis of labour productivity, based on firm-level data, has provided insights on aspects of productivity evolution in Luxembourg manufacturing and services, including allocative efficiency and dispersion.

The team participated in working groups set up by institutions -- such as the European Commission, Eurostat, and the OECD -- which are concerned with themes that are high on policy agendas.

The dissemination of research results both in Luxembourg and abroad has continued. Results have found an outlet in peer-reviewed journals, which confirms the team's quality and high standards. Results from studies have been communicated to the wider public through the release of working papers, reports, and presentations. Moreover, in line with STATEC's law provisions, research activities have been evaluated by the STATEC's Scientific Council. The council provided a positive evaluation of the team's research, emphasizing its relevance and high quality.

Unités	Objectif	Evaluation
ENTR	GEM	The Global Entrepreneurship Monitor Luxembourg 2018/2019 report¹ presents indicators of entrepreneurship for Luxembourg, their evolution over time, and compares them to those for other European countries. The report provides information on entrepreneurs' motivations and attitudes, individual traits, characteristics of the new businesses, societal perceptions on entrepreneurship, and on the Luxembourg ecosystem. Moreover, country-specific questions provide information on entrepreneur's well-being, and on policy actions for entrepreneurship. Results show that the country's entrepreneurship rates are comparatively high, and slightly increasing over time. Data reveals the existence of both a gender gap for entrepreneurs. A new chapter, based on the 2018 special module on family-based entrepreneurship, shows the relevance of family ties for starting up in Luxembourg. For the first time, the report provide some descriptive evidence on the administrative burden of setting up a business. The report has been presented at a press conference at the Ministry of the Economy on the 20th of November. The presentation focused on factors that favour or hinder entrepreneurship in Luxembourg, in a comparative perspective. A short summary of results appeared in the <i>Bilan de la Compétitivité 2019</i>. The 2019 wave of the data collection has been accomplished. During the year, the team has also taken part in the meetings of the global GEM consortium scientific council (RIAC). The team has contributed to a call for proposal at the FNR, scheme PRIDE, with the view to deepen the analysis of GEM data.
ENTR	Survey methods	The research on aspects of survey methodology, prompted by the involvement in GEM data collection, has progressed also in 2019. The team started a new project on the analysis of device effect on subjective questions in online surveys. The study did not find evidence of answers' bias induced by the use of different devices (PC vs smartphone). Results were presented at international conferences. The team contributed to the STATEC's workshop on mixed-mode surveys: benefits and pitfalls, which took place on 16-17 May. The workshop included very interesting presentations on a number of critical issues for survey data collection (response rates, costly data collections, use of alternative sources of information). There, the team presented the article "<i>Survey Mode Effects on Objective and Subjective Questions: Evidence from the Labour Force Survey</i>", which is a joint work with colleagues at the social statistics division, and is currently under review for the Journal of Official Statistics.
ENTR	GEMCOIN	GEM provides indicators of the intensity of entrepreneurship in countries. Currently these indicators focus on early stage entrepreneurial activities, that is mainly the start-up phase. Two years ago, the GEM scientific committee has launched a project to develop alternative indicators of entrepreneurship, which could provide a link with countries economic activity (GDP). In this context, the team has participated to this effort, proposing the GEMCOIN, a composite indicator of entrepreneurship. A Structural Equation Model (SEM) is used for building a synthetic indicator of entrepreneurship using Global Entrepreneurship Monitor (GEM) data. The new indicator captures cross-country variation in GDP growth more effectively than traditional measures. The research is reported in the article "<i>GEM COmposite INdex (GEMCOIN) A Structural Equation Model</i>

¹ <https://statistiques.public.lu/catalogue-publications/LuxGEM/2019/PDF-GEM-2018-19.pdf>

linking Entrepreneurship and Growth", which was presented at the STATEC's Scientific Council meeting.

SWB Well-being & social cohesion	During 2019, the team has put considerable effort in the organisation of an international conference on well-being that will take place in March 2020 in Luxembourg, Well-being 2020: knowledge for informed decisions.¹ The conference aims to gather prominent academics, policy makers, and scholars to debate on state-of-the-art issues in the field and policy implications. The conference programme has been finalised. It includes a general opening to the public, key-note speeches by prominent academics (Profs. Carol Graham, Stefano Bartolini, and Andrew Oswald), a round-table focused on policy issues, and parallel sessions. Round table contributors have contributed to make the issue of quality of life prominent in policy making. The conference has attracted a considerable number of high quality submissions. The selection of presenters contributing to the parallel sessions has taken place. Research in this field has also progressed well, confirming this area as central to the research identity and profile of the team. Studies on well-being have covered the following areas: the economic consequences of well-being, the relation of well-being with variables relevant to social cohesion; and the role of policies for well-being. The team has furthered the analysis of well-being in Luxembourg. In this area, a problem remains of limited information available for Luxembourg. The EVS data collection has incurred delays due to issues beyond our control.
SWB	The team has pioneered the analysis of the economic consequences of well-being. This has contributed to moving the focus of this field of study from the analysis of determinants to the analysis of the consequences of well-being, and to the modelling of well-being as an explanatory rather than an outcome variable. A number of studies have found an outlet on peer-reviewed journals. The paper <i>"Productivity gains from subjective well-being"</i> was accepted for publication on the Journal of Happiness Studies. The study on the impact of well-being on the likelihood of being unemployed <i>"Life satisfaction and noncognitive skills: effects on the likelihood of unemployment"</i> was accepted for publication in Kyklos. A related paper concerning the impacts of optimism on mortality <i>"Longer, more optimistic, lives: Historic optimism and life expectancy in the United States"</i> was accepted for publication in the Journal of Economic Behaviour and Organisation. These latter studies focus on behavioural aspects of well-being.
SWB	Another area of studies concerns the relation between well-being and variables relevant to social cohesion. The study on well-being and immigration <i>"The effect of immigration on natives' well-being in the European Union"</i> has been presented at STATEC'S Scientific Council and several international conferences. After appearing in ECOSTAT at the end of 2018, the study has been released as a new working paper through the Global Labor Organization (GLO) and submitted for publication.²
SWB	The analysis of well-being and social cohesion in Luxembourg has also progressed, despite issues of data availability. The team is putting a considerable effort in furthering the analysis of well-being in Luxembourg, and is contributing to the attempt of enlarging the available sources of information. Unfortunately, the participation to the international consortium European Value Study has been hindered by the delays, beyond our control, in the data collection for Luxembourg. A study on the role of confidence in institutions for the acceptance of globalization in Luxembourg has progressed well. The team also studies the long-term trends of well-being in Luxembourg, using a newly compiled time-series dataset that includes information on well-being, trust, economic

¹ <https://www.wellbeing2020.lu/>

² <https://statistiques.public.lu/catalogue-publications/economie-statistiques/2018/103-2018.pdf>

growth, inequality, and unemployment in 15 EU countries, including Luxembourg. This research is reported in the article *“Economic growth and well-being beyond the Easterlin paradox”*. Firstly, the paper provides evidence of a flat trend of life satisfaction in Luxembourg since 1990. Secondly, the paper investigates whether existing theories can help explain the flat trend. Results support the view that the flat trend of well-being in Luxembourg is the result of various contrasting effects: on the one hand, the increase of GNI pc, social trust, and welfare expenditures positively affects well-being; on the other hand, the increase of unemployment negatively affects well-being. These results have been presented at the Scientific Council, and at the STATEC Economic seminar series. The paper will shortly appear in the STATEC working paper series, and has been submitted to appear as a book chapter in *“A Modern Guide To The Economics Of Happiness”*.

SWB	
SWB Social Economy	In 2019, the team started developing a new venue of research on the role of policies for well-being. In particular, a contribution analyses the moderating role of labour market policies on the declines in well-being during the Great Recession. This research, reported in the paper <i>“Labor market policy and subjective well-being during the Great Recession,”</i> analyses the moderating role of labour market policies on the declines in subjective well-being during the Great Recession in Europe. We find that unemployment support policies mitigate the effects of the Great Recession, while employment protection legislation exacerbates them. This paper has interesting implications for policy makers, as it distinguishes between the effects of different types of policies. It was presented at the STATEC’s seminar series, and released as a working paper with the Global Labor Organization. It is forthcoming in the ECOSTAT series and has been submitted for publication. Following a request from EMES¹, a reputable network for the analysis of the social economy, we have contributed to the report on the social economy in Luxembourg for the European Commission. In particular, we have contributed to the quantitative part of the report for the EC.
PROD NPB	The division provides crucial indicators for the assessment of the evolution of productivity in Luxembourg, and contributes to the National Productivity Board (NPB) of Luxembourg. In 2019, the team has produced productivity indicators for Luxembourg’s industries, including total factor productivity (TFP), and analysed features of Luxembourg’s productivity distribution. This has involved an in-depth analysis and interpretation of data sources. This effort has resulted in two contributions prepared for the first NPB report. Moreover, two multi-year projects have made additional progress. The first project aims to improve the computation of productivity figures for financial services in Luxembourg. The second project aims to analyse productivity implications of trade. One forthcoming study focuses on Luxembourg’s position in Global Value Chains and its productivity implications. The team has also contributed to the analysis and refereeing of the OECD Luxembourg’s economic survey.

¹ <https://emes.net/>

PROD LuxKLEMS	The team's analysis of productivity rests on two sources of data, namely National Accounts (NA) and Structural Business Statistics (SBS). As a result, the analysis uses different methodologies and frameworks, and provides different perspectives which enrich the available information on this issue. LuxKLEMS, based on NA data, provides productivity indices for Luxembourg at both the national and industry level. The indices describe the evolution of productive efficiency and inputs and output to production in industries, and also allows us to evaluate Luxembourg's international position. Firm-level SBS data permit the analysis of state-of-the-art issues in productivity studies, namely heterogeneity in productivity performances across firms and allocative efficiency. These have been identified as important sources of cross-country and over time variations in productivity. In 2019, the Luxklems database has been updated following the latest release of NA data. The accompanying report presents the evolution of productivity indicators for Luxembourg manufacturing and service industries. Productivity is measured by labour productivity (output per hour worked), and TFP. The analysis in the report is conducted at various levels of aggregation: total economy, broad aggregates (manufacturing and service industries), industries from services and manufacturing, and a detailed analysis of selected industries. It also contrasts intermediate consumption and output per hours, highlighting sources of changes in Value Added per hour worked (or apparent labour productivity) and discusses the notion of negative technical regress. An analysis of firm-level productivity based on SBS data, prepared for the NPB, evidences features of the productivity distribution for Luxembourg manufacturing and service industries. This is done by analysing measures of dispersions, and a measure of allocative efficiency (the OP gap) for broad aggregates (manufacturing and non-financial services).
PROD Trade	This research project sets out to investigate productivity implications of globalisation using several rich data sources. In 2019, we continued the analysis of combined trade (COMEXT) and business register data, and performed exploratory data analysis. The outcome of this work is a characterisation of trade activities in Luxembourg industries, (including end-use of traded goods), and the analysis of the dynamics of firms involved in trade. An interesting contribution, which will be presented and released in the first part of 2020, studies the implications of GVC's position on productivity using industry-level data, sourced from the OECD STAN and the World Input-Output Tables. This study focuses on a period of intense globalisation (1995-2006). It proposes an econometric model to examine the effects of countries' relative GVC position (upstream vs. downstream) on labour productivity. We found strong empirical evidence of GVC effects. However, the magnitude of effects depends on the industry characteristics, such as production length, sector affiliation, and country size. The main results, along with a series of stylized facts about GVCs, are documented in a working paper entitled: <i>"How Does Relative Positioning in the Global Value Chain Affect Labour Productivity?"</i>. This has important implications for Luxembourg, as also evidenced in the LuxKLEMS report.
PROD (CD)	Another multi-year project aims to improve the computation of productivity for financial services in Luxembourg. A crucial issue in the analysis of productivity in services is the definition of inputs and outputs to production. Moreover, inputs and outputs are industry-specific. In 2019, this project has focused on improving the analysis of the production structure of financial intermediaries. This research proposes a new way of computing the output of banks. A noticeable implication of this method is an industry's output estimate which evolves in a more realistic manner during crisis, while retaining consistency with national accounts aggregates. This is documented in a research paper, which has been presented at the Scientific Council, Statec's seminar series, and at an international conference.

DTU EHER O	Research collabora- tions	The team efforts to expand its scientific networks have continued during 2019. Researchers are members of the board of directors of the International Society for Quality of Life Studies (ISQOLS). They contribute to the organisation of new ISQOLS sessions at the Western Economic Association International Conference, which will take place next year in US. Conventions to frame collaborations with the Higher School of Economics (Russia) and the University of Luxembourg are currently under revisions for renewal. A student from the Uni Lux DTU DRIVEN spent a visiting period in RED during the summer. We have participated to the FNR PRIDE call with the project ACROSS on immigration and cross-border workers, in collaboration with LISER and the University of Luxembourg.
GAP	Output Gap	A project to study Luxembourg's economic cycle from a macroeconomic perspective has progressed further. This project aims to propose a new method to estimate the output gap. This research should result in two working papers. A first contribution "<i>The shadow output gap</i>" has been presented at SEMECO, and at the first informal STATEC-WIFO workshop in Vienna in November. The paper is being prepared for release as an ECOSTAT. The main idea is to propose a method that estimates the gap in a way that makes it consistent with the evolution of the macroeconomic environment. The paper details the proposed method for computing output gaps, and includes comparative performance of the new method based on a panel of EU countries. The note on Potential growth for Luxembourg: review of alternative methods,¹ included in the Note de Conjoncture 2019-02 (NDC), gives a nice overview of some of the analysis conducted in this context. It presents alternative models for estimating the growth of potential output, introduces the concept of consensus average, describes the recent evolution of Luxembourg's potential growth, and discusses the role of data revisions. The team has also contributed to the Budget Sensitivity analysis exercise.

5.1.2 Bilan des travaux courants

5.1.2.1 Evaluation des travaux courants de l'unité RED

N°	Libellé	Evaluation
1	Multiprod Dynemp	The OECD has not yet launched the new wave of the data collection for MultiProd. We have performed several tasks to prepare future data collections and analysis that allowed us to identify risks and possible mitigation actions, as well as areas of improvements, for this project.
2	OECD	The team participated in the OECD Working Party on Small Medium Enterprises and Entrepreneurs (WPSMEE), Working Party on Industry Analysis (WPIA), and in the April and November session of the CIIE .
3	OECD SME scoreboard	Data collection and Luxembourg country report have been accomplished and transmitted to the OECD.
4	Bilan Compétitivité	We contributed a chapter that reviews the activity of the team in the last year. The chapter has a special focus on the main results of Luxembourg GEM report 2018/2019, and on well-being studies.
6	Scientific Council	The Scientific Council has been renewed, and the first meeting with the new Council members has taken place on the 27 th of February 2019. Several presentations on the team's overall results, and 5 presentations based on working papers took place over the course of the day. At the end of each presentation, the Council members asked

¹ <https://statistiques.public.lu/catalogue-publications/note-conjoncture/2019/PDF-NDC-02-19.pdf>

questions and gave feedback. Overall, the Council members gave the team and their work a good evaluation.

- 7 Output gap** The team contributed to the **Output Gap Working Group**. The team computes estimates of the **output gap for Luxembourg**, which are transmitted to the authorities. In this area of work, we have improved our estimation routines, and performed further analysis on the volatility of gap estimates.
- 8 EU task force productivity** The team participated to meetings of the **task force on productivity measurement** set by Eurostat. The goal of this task force is to collect information about national practices and availability of data, and to discuss the possibility of turning productivity indicators in official statistics. We have contributed with a description of the current state of play in Luxembourg on both data and productivity figures.

5.1.3 Bilan de communication

5.1.3.1 Publications

Nom de la publication	Série	Auteurs
Happiness Matters: Productivity Gains from Subjective Well-Being	Journal of Happiness Studies	DiMaria, C.H., Peroni, C. and F. Sarracino
Bank response to policy-related changes in capital requirements	Quarterly Review of Economics and Finance	Sivec, V. and Volk, M.
When does economic growth improve well-being?	The Economics of Happiness, Springer Switzerland	Sarracino, F.
Longer, More Optimistic, Lives: Historic Optimism and Life Expectancy in the United States.	Journal of Economic Behavior and Organization	O'Connor, K.J., and Graham, C.
Relative age effect on European adolescents' social network	Journal of Economic Behavior and Organization	Fumarco, L., and Baert, S.
Younger and Dissatisfied? Relative Age and Life-satisfaction in Adolescence	Economie et Statistiques	Fumarco, L. and Baert, S.
Making economic growth and well-being compatible: evidence from Japan	MPRA paper	Sarracino, F., O'Connor, K.J., and Ono H.
The effect of immigration on natives' well-being in the European Union	Global Labor Organization Working Paper Series	O'Connor, K.J.
Structural changes in economic growth and well-being. The case of Italy's parabola	MPRA paper	Pugno, M., Sarracino, F.
Productivity dispersion and allocative efficiency. Firm-level evidence for Manufacturing and Non-financial services in Luxembourg.	Document prepared for the National productivity board	Mangiarotti, G. , Peroni, C.
LUXKLEMS - Productivity measurement, decompositions and aggregation	Document prepared for the National Productivity Board	Amjadi, G., DiMaria, C-H and C. Peroni.

Nom de la publication	Série	Auteurs
Labor market policy and subjective well-being during the Great Recession	Global Labor Organization Working Paper Series	Morgan, R., O'Connor, K.J.
Economic growth and well-being beyond the Easterlin paradox	MPRA paper, Economie et Statistiques (forthcoming)	Sarracino, F. and O'Connor, K.J
Economic growth and well-being beyond the Easterlin paradox; The effect of immigration on natives' well-being in the European Union; Main results from the Luxembourg Global Entrepreneurship Monitor 2018/2019	Bilan Competitivite	O'Connor, K., Riillo, C. , Sarracino, F. and C. Peroni
Potential growth for Luxembourg: review of alternative methods	Note de Conjoncture 2019-02	Sivec, V.
Global Entrepreneurship Monitor Luxembourg 2018/2019	STATEC	Riillo, C.A.F. and C. Peroni

6. Division SG – Services généraux

6.1 Bilan de l'année 2019

6.1.1 Évaluation des objectifs opérationnels qui visent la division en entier

6.1.1.1 Unité : SG2 – Personnel et Budget

RAS

6.1.2 Évaluation des objectifs opérationnels

6.1.2.1 Unité SG1 - Communication

N°	Objectif	Evaluation
1	Nouvel Intranet/Sharepoint	Le nouvel intranet surnommé « Sherlock » a été mis en ligne le 9 juillet 2019. Ce nouvel outil collaboratif présente plusieurs avantages : • Consultation à distance (via connexion LuxTrust sécurisée) • Section dédiée aux groupes de travail permettant de partager la documentation • Évaluation de formations • Moteur de recherche très puissant • Galeries photos • Rubrique pour vos petites annonces • Calendrier d'événements.

N°	Objectif	Evaluation
2	Principes de travail	Le 22 mars 2019, un workshop a été organisé en collaboration avec l'agence Medienfabrik, afin de réfléchir ensemble comment les 4 principes de travail du STATEC, à savoir : 1. Produire et analyser sont deux activités inséparables 2. Assurer la qualité en privilégiant l'exactitude et la pertinence de nos statistiques 3. Communiquer clairement pour tous les publics cibles 4. Innover continuellement dans les méthodes et les produits pourraient se traduire concrètement dans notre travail quotidien, et comment ils pourraient contribuer à améliorer notre travail. Une 30aine de collaborateurs a pris part à ce groupe de travail interactif, lors duquel ils ont pu apporter leurs idées et points de vue, participant ainsi à la gouvernance du STATEC dans une optique de communication horizontale. A l'issue de ce workshop, 8 mesures ont été retenues et présentées au Comité de direction le 3 juillet 2019. 6 sur les 8 mesures ont été retenues. Deux de ces mesures, à savoir : -la création d'un groupe d'échange sur les principes de travail, chargé du suivi de la mise en place de ces mesures et, -la création de nouveaux vecteurs d'échange (les « townhall meetings », dont le 1^{er} a eu lieu le 2 octobre et les « cafés créatifs », dont le 1^{er} a eu lieu le 6 novembre), ont déjà été mises en place. Les prochaines mesures à mettre en pratique seront l'amélioration de la communication interne, l'optimisation des ressources et une enquête de satisfaction auprès des journalistes.
3	Communication interne	Un plan de communication interne a été rédigé. Les premières mesures mises en place sont le nouvel intranet et les nouveaux vecteurs d'échange comme les « townhall meetings » et les cafés créatifs (cf. point 2. principes de travail).
4	Nouveau Portail des Statistiques	La proposition de projets a été revue et finalisée. En parallèle, les développements de la solution .Stat pour la gestion de tableaux contenant les données statistiques ont débuté. La mise en ligne du nouveau Portail des Statistiques est prévue pour fin 2020.

N°	Objectif	Evaluation
5	Evénements	En 2019, le STATEC a organisé, co-organisé ou pris part à de nombreux événements : • 5 février 2019 : Table-ronde « Global, Eurozone and Luxembourg Outlook 2019 » en collaboration avec Oxford Economics, Novotel Luxembourg • 6 juin 2019 : Conférence de presse pour la Note de Conjoncture 1-2019 • 10-13 septembre 2019 : Data Science Symposium & Summer School • 15 octobre 2019 : Conférence de presse Rapport Travail et Cohésion Sociale (TCS) • 19 octobre 2019 : Journée de la Statistique au Science Center à Differdange. Des témoignages et workshops par des personnes utilisant les statistiques dans leur travail quotidien étaient au programme, abordant quatre grandes thématiques: Médias & Journalisme, Santé & Médecine, Croissance et Climat (prévisions), Recherche en statistique mathématique. • 7-8 novembre 2019 : Foire de l'étudiant, Luxexpo • 11 novembre 2019 : Table-ronde au Cercle-Cité à l'occasion de la 15^{ème} édition du rapport Travail et Cohésion Sociale du STATEC avec le sujet « Les dimensions cachées de l'inégalité : Tout ce que nous ne mesurons pas ou mal ». Intervenants : ○ Prof. François Dubet, auteur des « Le temps des passions tristes. Inégalités et populismes » (Seuil, 2019); ○ Louis Chauvel, sociologue, professeur à l'Université du Luxembourg; ○ Prof. Aline Muller, Directrice Générale du LISER; ○ Robert Urbé, Rédacteur Sozialalmanach, Fondation Caritas Luxembourg. Modération : Dr. Serge Allegrezza, Directeur du STATEC. • 16-17 novembre 2019 : Walfer Bicherdeeg • 3 décembre 2019 : Conférence de presse pour la Note de Conjoncture 2-2019
6	RP Pilote	Un recensement pilote a été réalisé dans 5 communes (Beckerich, Garnich, Grosbous, Helperknapp, Wahl). En collaboration avec l'agence Lola, des affiches ont été réalisées pour informer et sensibiliser la population. Des questionnaires en 5 langues, adaptées aux 5 communes, ont été entièrement conçus et réalisés inhouse.
7	Enquête Crime/Sécurité	Une enquête sur le sentiment de sécurité en collaboration avec la Police sera organisée à partir de janvier 2020. Le début de l'enquête sera annoncé par une conférence de presse. Une enquête-pilote a été lancée début octobre 2019 auprès de 2000 personnes.
8	Déménagement du fonds de la bibliothèque	Le déménagement d'une moitié du fonds de la bibliothèque du STATEC a été achevé afin de libérer les locaux pour l'installation des bureaux pour les personnes en charge du prochain recensement de la population. Après désherbage du fonds à déplacer, des publications ont pu être redirigées vers les archives, d'autres vers la benne, certaines autres ayant aussi fait l'objet de dons.
9	Catalogage systématique du fonds des monographies de la bibliothèque du STATEC (et des publications du STATEC) dans ALEPH	Catalogage systématique dans ALEPH (logiciel international de catalogage utilisé par le réseau des 88 bibliothèques luxembourgeoises). Il s'agit d'une part, du catalogage de tous les ouvrages entrés dans la bibliothèque du STATEC, et d'autre part, dans le cadre du projet de numérisation BnL/STATEC, du catalogage des publications éditées par le STATEC et ses prédecesseurs.
10	Inventaire et catalogage des périodiques du STATEC	Début du travail d'inventaire des périodiques académiques en vue de leur enregistrement via ALEPH dans le catalogue de la BnL.
11	Maintenance d'une base de données de droits d'auteur	Ce travail est en suspens faute de ressources suffisantes hommes/temps et de reclassement des priorités. Il sera repris en 2020 (recherche des auteurs, des ayants-droits, des adresses de leur domicile).

N°	Objectif	Evaluation
12	Communication : mise en relation des collaborateurs avec les événements culturels organisés par l'ALBAD.	Favoriser la diffusion des informations culturelles (livres, expositions, législation, etc.) par la diffusion de la Newsletter de l'ALBAD et des visites d'entreprises que propose l'association : -visite de la BnL ; -Prochainement : visite des archives du Luxemburger Wort.
13	Recherche documentaire pour les collaborateurs	Recherche documentaire pour les chercheurs, constitution de bibliographies.

6.1.2.2 Unité SG2 – Personnel et Budget

N°	Libellé	Evaluation	%
1	RGD sur la formation spéciale	Le Règlement grand-ducal et le règlement ministériel sont engagés dans la procédure législative. L'avis du Conseil d'Etat et de la Chambre des Fonctionnaires ont été fournis. Par contre l'adoption du projet est reporté en raison des modifications apportées par la loi du 19 novembre 2019 sur la réforme du stage.	75
2	Charte de confidentialité Droits d'auteurs Droit à l'image Politique de sécurité de l'information	De nouveaux documents doivent être signés par les agents accédant aux locaux du STATEC, aussi bien par le personnel interne que par le personnel externe.	60
3	Archives nationales – tableau de tri	Validation du tableau de tri établi avec l'aide d'une experte externe en cours. Une convention entre le STATEC et les archives nationales devra ensuite être finalisée et signée.	75
4	Management - Gouvernance	Le projet de management dédié aux membres du Comité de Direction, du délégué à la protection des données-DPO, du Responsable de la sécurité de l'information-RSSI et des chefs d'unité, initié en 2018, a été clôturé en 2019.	100
	Recrutement - Entretien structuré	Adoption de la méthode de recrutement des entretiens structurés préconisée par la Fonction publique	
4	Référentiel Métiers	Projet pilote de la FP visant la cartographie des fonctions dans les administrations	70
6	IT-Security	Le projet « IT Security » implique l'unité RH au niveau des accès physiques aux bâtiments et des diverses chartes concernant la sécurité de l'information.	95
7	EMOS (European Master in Official Statistics)	Une stagiaire, inscrite à l'Université du Luxembourg, et, présente au STATEC pour 6 semaines au courant de 2018, est revenue pour la deuxième partie du stage de trois mois en 2019. La deuxième stagiaire a désisté. Une nouvelle stagiaire a été accueillie pour le cycle 2019 et 2020.	100

6.2 Bilan des travaux courants

6.2.1 Evaluation des travaux courants

6.2.1.1 Unité SG1 - Communication

N°	Libellé	Evaluation
1	Publications du STATEC	Relecture, mise en page et diffusion en ligne (portail, newsletter et réseaux sociaux) ainsi qu'en version imprimée pour certaines publications.
2	Conférences de presse	Des conférences de presse ont été organisées pour toute publication importante : La note de conjoncture, le rapport TCS, etc.. Les sujets ont trouvé des échos importants dans la presse suite à ces conférences.
3	Mise à jour des données statistiques sur le Portail	Mise à jour régulière des données publiées dans les tableaux sur le Portail des statistiques.
4	SDDS Plus (gestion des données économiques et financières, norme spéciale du FMI)	Adhésion le 18 novembre 2019 (upgrade de la norme SDDS) ; publication des données requises dans les délais imposés.
5	Gestion des nouvelles acquisitions d'ouvrages de la bibliothèque du STATEC	Collationnement : inscriptions des ouvrages dans le fichier d'inventaire après vérification de leur état et de leur conformité par rapport aux factures. Catalogage : attribution de cotes (logiciel ALEPH) et établissement de la description de l'ouvrage, en lien avec la BnL. Classement et affectation au prêt des ouvrages achetés.
6	Gestion des périodiques scientifiques entrant à la bibliothèque du STATEC	Gestion des abonnements : contrôle des livraisons et des factures, mise à jour du fichier d'inventaire avec les nouvelles acquisitions. Saisie des sommaires avec publication instantanée sur Intranet. Gestion des prêts : mise à jour du fichier, lancement de rappels.
7	Catalogage systématique du fonds des monographies de la bibliothèque du STATEC (et des publications du STATEC) dans ALEPH	Catalogage systématique dans ALEPH (logiciel international de catalogage utilisé par le réseau des 88 bibliothèques luxembourgeoises). Il s'agit d'une part, du catalogage de tous les ouvrages entrés dans la bibliothèque du STATEC, et d'autre part, dans le cadre du projet de numérisation BnL/STATEC, du catalogage des publications éditées par le STATEC et ses prédecesseurs+ En 2019, on comptabilise la création de 620 exemplaires et 298 notices.

6.2.1.2 Unité SG2 - Personnel et Budget

N°	Libellé	Evaluation
1	Personnel	

Effectif en place et à recruter - situation au 1 septembre 2019 (hors NC2020)			
	Total 2019	Femmes 2019	Hommes 2019
Effectif statut du fonctionnaire	109	44	65
Effectif statut de l'employé permanent et temporaire	81	42	39
Total	190*	86	104
Effectif auxiliaire et externe	28	15	13
STATEC Research asbl	9	1	8
TOTAL	227**	102	125

*190 personnes correspondent à 169 postes à tâche complète

L'effectif externe est largement affecté à des études particulières.

Les activités de recherche appliquée du STATEC ont été reprises par l'association sans but lucratif STATEC Research à partir du 01.01.2018. Le personnel engagé antérieurement auprès de l'ANEC (Agence pour la normalisation et l'économie de la connaissance) dans le cadre de la recherche appliquée a été repris aux mêmes termes et conditions par la nouvelle société.

Le STATEC désire amplifier la recherche économique en collaboration avec STATEC Research asbl et l'Observatoire de la compétitivité.

Le STATEC collabore avec:

- le Ministère de la Fonction publique en matière de recrutement;
- l'ADEM en matière d'engagement de personnes dans le cadre des mesures de l'emploi;
- l'INAP concernant l'actualisation du plan de formation et la réforme de la formation spéciale.

Le STATEC est un organisme formateur à plusieurs niveaux:

- Dans le cadre de l'apprentissage adulte de l'informaticien qualifié, un apprenti a terminé sa dernière année de formation.
- Au cours de 2019, 17 étudiants ont eu l'occasion de travailler dans les unités du STATEC leur permettant un regard sur le monde du travail dans le cadre d'un emploi étudiant.
- Le STATEC a ouvert la possibilité aux étudiants du cycle supérieur de leurs études universitaires de faire des stages auprès du STATEC pendant une durée de 2 à 4 mois. Trois universitaires ont profité de cette opportunité.
- Dans le cadre des études universitaires EMOS (European Master in Official Statistics), 1 universitaire de l'Université du Luxembourg est revenu au STATEC en 2019 pour un stage de 3 mois. 1 nouveau stagiaire a été accueilli en 2019 pour un premier stage de 6 semaines.,
- Le dayCARE 2019 a permis au STATEC d'accueillir 5 étudiants pendant une journée afin de présenter les métiers de la statistique et d'offrir une première expérience dans le monde du travail.

N°	Libellé	Evaluation
	Personnel (suite)	Gestion du personnel et du STATEC Le STATEC soutient une culture administrative mettant l'accent sur la personnalité, la compétence, l'engagement et la critique constructive. Le STATEC entend développer la communication, le dialogue et l'écoute dans un climat de respect mutuel. Le STATEC s'engage à accroître le savoir, le savoir-faire et le savoir-être en conciliant la performance et le bien-être au travail. Le STATEC favorise l'émergence des idées innovatrices, l'autonomie, la responsabilité individuelle et le travail en équipe.

2 Budget des recettes et des dépenses 2019

La politique de publication privilégie la diffusion gratuite via Internet.

BUDGET DES RECETTES DU STATEC	
Ventes Publications par année budgétaire (en EUR)	
Année 2005	29 482
Année 2010	12 404
Année 2015	3 919
Année 2016	600
Année 2017	318
Année 2018	25
Année 2019	0

La gratuité des données statistiques disponibles sur Internet a accentué la diminution des recettes.

Six nouvelles demandes de participation aux actions d'Eurostat génèrent la continuité des recettes dans les années à venir.

BUDGET DES RECETTES DU STATEC	
CONTRATS UE par année budgétaire (en EUR)	
Année 2005	503 789
Année 2010	421 704
Année 2015	228 482
Année 2016	283 962
Année 2017	102 734
Année 2018	327 464
Année 2019	419 042

Le budget des dépenses est en croissance continue.

BUDGET DES DEPENSES DU STATEC		
	budget annuel en mil- liers EUR	augmentation en %
Année 1970	553.6	
Année 1980	1 500.6	171.06
Année 1990	2 970.1	97.93
Année 2000	6 693.2	125.35
Année 2010	16 557.0	147.37
Année 2015	20 712.4	25.09
Année 2016	21 436.8	3.50
Année 2017	22 707.2	5.92
Année 2018	24 281.4	6.93
Année 2019	25 205.9	3,81

6.2.2 Bilan de communication

6.2.2.1 Unité SG1 - Communication

6.2.3 Publications

Nom de la publication	Série	Auteurs
Rapport d'activité 2018	/	STATEC
Luxembourg en Chiffres 2019	/	STATEC

7. Division GOC – Gouvernance et coordination

7.1 Bilan de l'année 2019

7.1.1 Bilan des objectifs opérationnels

7.1.1.1 Évaluation des objectifs opérationnels qui visent la division en entier

Rien à signaler

7.1.1.2 Évaluation des objectifs opérationnels pour le responsable de la sécurité du système d'information

N°	Objectif	Évaluation
1	ESS IT SEC	Le STATEC a pu obtenir en 2019 le certificat de conformité au Framework ESS IT SEC émis par Eurostat, après avoir été confronté à des délais raccourcis imposés par Eurostat. Le Framework ESS IT SEC est basé sur la norme reconnue ISO27702.
2	Outil d'inventaire des actifs du STATEC	L'application IVY, développé en interne pour la gestion des actifs informationnels a été déployé en mai de cette année. Les principaux actifs du STATEC, parmi on compte les enquêtes, les bases de données, ainsi que tous les actifs informationnels du périmètre ESS IT SEC ont pu être ajoutés.
3	Enquête pilote Crime	L'aspect sécurité pour l'enquête pilote Crime a été pris en compte via une collaboration étroite entre l'Informatique, le DPO et le RSSI lors du développement de l'application. Le développement est maintenant terminé et intègre de nombreuses mesures désignées à protéger la confidentialité des données.

7.1.1.3 Évaluation des objectifs opérationnels pour le délégué à la protection des données

N°	Libellé	Évaluation
1	ESS IT Security	Les travaux ont continué à un rythme soutenu : relecture des documents du SMSI, échange de vues au Comité de sécurité, validations. Étroite collaboration avec le RSSI du STATEC. Par ailleurs le premier audit conduit par PwC Luxembourg a eu lieu au mois d'avril. Le second audit (de certification) avec PwC Pays-Bas s'est tenu fin juillet. Il a mis en évidence trois non-conformités qui ont pu être résolues de manière satisfaisante pour le STATEC. Les auditeurs ont accepté les plans de résolution de ces non-conformités. La certification est donc acquise pour le Luxembourg. Il reste à assurer la maintenance des processus mis en place. Participation à un workshop du réseau européen des RSSI, consacré aux implications du RGPD sur le cadre ESS IT Security.

N°	Libellé	Évaluation
2	Outil d'inventaire des actifs du STATEC	L'outil (IVY) est en production depuis fin mai, et est muni d'une documentation expliquant le fonctionnement du programme. Les fiches d'actif renseignées aujourd'hui portent sur les enquêtes, les bases de données, les traitements autres que les enquêtes et les fournisseurs (liste non exhaustive pour ce dernier type). Il est prévu de décliner également les projets du STATEC. IVY devrait être pourvu de nouvelles fonctions, comme la possibilité d'indiquer des liens vers SharePoint. Il est prévu d'assister les gestionnaires des enquêtes et bases de données pour décider des niveaux de confidentialité, intégrité, disponibilité. Une présentation d'IVY au StatCor est également en projet.
3	Enquête pilote CRIME	La plateforme d'anonymisation, élaborée par IT, est essentiellement en place et respecte le principe de protection des données dès la conception. Les notices GDPR seront proposées en 5 langues. Quelques remous suscités par l'ajout tardif d'une option de participation par téléphone à l'enquête CRIME, mais qui ont pu être surmontés grâce à un bon dialogue métier – IT – RSSI – DPO. L'enquête pilote CRIME a commencé par un sous-pilote pour tester le dispositif sur un échantillon réduit. Le terrain de l'enquête principale sera lancé dans la foulée du « lessons learned ».
4	Recensement de la population 2021	Participation régulière au groupe de travail RP2021 et à des réunions au CTIE. L'analyse d'impact relative à la protection des données est terminée et a été soumise à l'IGSS, qui en avait exigé une copie. La partie analyse des risques a été remplie collectivement (métier – Project Manager – RSSI – DPO). La notice GDPR pour le pilote dans les 5 communes volontaire a été préparée. Le projet avance selon le calendrier prévu. La partie du projet prévue pour 2019 a été terminée.
5	Archivage	Participation au groupe de travail « Tableau de tri STATEC – Archives Nationales » et à une demi-douzaine d'entretiens d'inventaire conduits par la consultante des Archives détachée au STATEC pour deux mois. Le projet avance comme prévu et est actuellement dans la phase des dernières corrections du projet de tableau de tri avant la phase de négociations avec les représentants des Archives.

7.1.1.4 Évaluation des objectifs opérationnels pour la responsable de la *qualité*

N°	Libellé	Évaluation
1	« Peer Review round 2013-2015 : Improvement actions (IA) »	La date butoir pour avoir réalisé toutes les actions d'amélioration en réponse aux recommandations des évaluateurs européens de la dernière Peer Review (PR2015) au Luxembourg a été fin décembre 2019. Pas toutes les actions ont pu être clôturées pour différentes raisons. Par conséquent, il est fort probable que la prochaine PR qui aura lieu entre 2021 et 2023 reviendra sur ces points restants : - Former les membres du Système statistique luxembourgeois (SSL) sur le Code de bonnes pratiques (CoP) et créer au sein du SSL une task force sur l'application et l'interprétation du CoP [IA nos 1.2, 3.2, 11]. Une formation est en cours de préparation et sera lancée au premier trimestre 2020. Il y est envisagé de recruter des participants pour ladite task force à créer. - Améliorer l'accès aux données administratives (notamment fiscales) [IA n°9]. Malheureusement, malgré de multiples demandes de la part du STATEC pour avoir accès aux données administratives fiscales (tout en respectant les législations : protection des données, secret statistique) il n'y a pas de progrès dans ce dossier vu la position ferme des autorités fiscales. - Éditer des règles et une procédure formelle pour l'accès aux micro-données à l'intérieur du Système statistique luxembourgeois (SSL) à publier sur le Portail des statistiques [IA n°12]. Le STATEC examine plusieurs pistes. Dans ce contexte le STATEC (DPO et QUAL) a visité l'IGSS qui dispose d'une plateforme permettant aux chercheurs l'accès aux micro-données sous certaines conditions.

N°	Libellé	Évaluation
2	Enquête de confiance dans les statistiques publiques	Le STATEC en tant qu'institut national de statistiques appartient au Système statistique européen qui s'est doté d'un Code de bonnes pratiques de la statistique européenne (CoP). Ce code vise à améliorer la confiance dans les autorités statistiques et à renforcer la qualité des statistiques. Pour y arriver le CoP préconise l'application cohérente des meilleurs principes, méthodes et pratiques statistiques par tous ceux qui élaborent de statistiques officielles. Les statisticiens sont obligés d'évaluer leurs travaux à l'aune du CoP, mais celui-ci prévoit aussi qu'ils doivent tenir compte des vues extérieures au système statistique. Ainsi, le STATEC réalise régulièrement une enquête de confiance auprès des utilisateurs des statistiques publiques. Selon les résultats de la vague de 2018, publiés en 2019, 87% des sondés font confiance au STATEC.

7.1.1.5 Évaluation des objectifs opérationnels pour l'unité *Grandes Entreprises*

N°	Libellé	Évaluation
1	Projet : LCU-Large case unit	L'activité de l'unité Grandes Entreprises en 2019 s'est concrétisée par des retraitements substantiels au niveau des comptes nationaux et de la balance des paiements, ce qui a généré des révisions importantes du PIB pour les années 2015, 2016 et 2017 (jusqu'à 2% du PIB).
2	Projet : Grant LCU Eurostat	Dans le cadre de ce Grant, le STATEC a participé à un travail collaboratif avec les pays les plus expérimentés et a pu bénéficier de leurs connaissances et points de recommandations afin de faire fonctionner l'unité Grandes Entreprises.

7.1.1.6 Évaluation des objectifs opérationnels pour la coordinatrice *Grande Région*

N°	Libellé	Évaluation
1	Réalisation des missions dans le cadre des travaux du Groupe de travail Statistiques Grande Région (GT Statistiques GR) /du programme de travail approuvé par les directeurs des Offices statistiques de la Grande Région lors de leur réunion annuelle	L'unité GOC-GR du STATEC coordonne en principe les travaux du Groupe de travail Statistiques Grande Région (GR). Ledit groupe de travail fournit de nombreuses statistiques harmonisées/comparables (au niveau de la GR) dont des séries longues. Ses membres rédigent de brèves analyses sur la GR publiées sur le Portail Statistiques Grande Région et participent également à des projets communs avec d'autres acteurs actifs dans ce domaine (Ministère de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire, SIG-GR - Système d'Information Géographique de la Grande Région, OIE - Observatoire Interrégional du marché de l'Emploi et la Secrétariat du Sommet de la Grande Région/Maison de la Grande Région). En 2019, les publications (« Conjoncture dans la Grande Région », « Newsletter ») ont été réalisées. En ce qui concerne la série « Dernières nouvelles », seulement deux éditions [« Nouvelle édition de la brochure Statistiques en bref 2018 » ; « Causes de décès »] ont pu être réalisées au lieu de quatre, faute de ressources humaines. Les tableaux statistiques du Portail Statistiques GR et les actualités ont été régulièrement mis à jour. Dans ce contexte, il faut encore mentionner que depuis la réforme territoriale de janvier 2016 en France, beaucoup de chiffres pour la Lorraine font défaut ce qui empêche de calculer des agrégats pour l'ensemble de la Grande Région. Il paraît que certains chiffres sur la Lorraine sont disponibles auprès des institutions françaises mais qu'ils ne sont pas publiés. Les collègues du Grand Est, membres du Groupe de travail Statistiques GR, suivent ce dossier.
2	Suivi du projet Interreg V A	Le STATEC participe au Projet Interreg V A Grande Région « Schéma de Développement Territorial - Grande Région (SDT-GR) » en tant que partenaire méthodologique. En juin 2017, il avait signé un contrat de partenariat allant jusqu'en 2020. L'objectif est de constituer un socle de connaissances partagé et un langage commun. Il s'agit d'établir sur base d'indicateurs socio-économiques et territoriaux des diagnostics permettant la spatialisation des problématiques, et d'aboutir à une série cartographique de présentations des risques et opportunités. Sur la base de ces résultats, la stratégie de développement territorial sera élaborée et des actions à mener pour assurer un volet opérationnel seront identifiées. La coordinatrice du groupe de travail Grande Région a participé aux réunions et a fourni les renseignements statistiques et méthodologiques demandés dans ce contexte.

N°	Libellé	Évaluation
3	Suivi des travaux Cahiers de la Grande Région (LISER)	Fin mai 2018, le STATEC avait signé la convention LISER- Cahiers de la Grande Région (CGR). Les CGR ont pour objet, d'une part, de mieux faire connaître la Grande Région, ses spécificités et ses enjeux et, d'autre part, de pallier le manque de visibilité de cet espace de vie et de coopération transfrontalière au sein de cet espace mais aussi vis-à-vis de l'extérieur. Le STATEC, en tant que coéditeur, participe à la réalisation de ces cahiers. La coordinatrice du groupe de travail Grande Région a participé aux réunions du Comité de rédaction et a collaboré avec les autres partenaires du projet à la conception des cahiers. Le directeur du STATEC a participé à la table ronde organisée par le LISER à l'occasion du séminaire inaugural des « Cahiers de la Grande Région » (20 septembre 2019).
4	Participation aux réunions relatives au Comité de Pilotage au Système d'Information Géographique de la GR (SIG-GR)	Le STATEC a signé une convention avec les responsables du comité de pilotage SIG-GR (janvier 2019 – décembre 2023). La coordinatrice Grande Région participe aux réunions du comité, fournit les renseignements statistiques et méthodologiques demandés dans le cadre de cette convention.

7.1.1.7 Évaluation des objectifs opérationnels pour le délégué à la *coordination statistique*

N°	Libellé	Évaluation
1	Comité des statistiques publiques - Groupe de travail « Planification statistique »	Les travaux de compilation des réponses ont pu être menés à bien, de sorte que les documents finaux ont pu être livrés, notamment au CSP et au CSS. Pour la campagne 2020-2022, la collecte se fait à l'aide d'un espace collaboratif GovSpace. Elle doit se terminer en décembre 2019.

7.1.1.8 Évaluation des objectifs opérationnels pour la déléguée à la *formation*

N°	Libellé	Évaluation
1	Mise en place des nouveaux règlements grand-ducal/ministériel	Les différents avis (Conseil d'État, chambres professionnelles, ...) restent à être incorporés. Vue l'entrée en vigueur du projet de loi réformant le stage des fonctionnaires / employés auprès de l'Etat au 1 ^{er} janvier 2020, les modifications à apporter ont été différées au premier semestre 2020.
2	Organisation de la Formation spéciale	Organiser la troisième session de la formation spéciale en prenant en compte les remarques aussi bien des stagiaires ainsi que des formateurs, ceci dans un souci de permanentes améliorations.

7.1.1.9 Évaluation des objectifs opérationnels pour la *Commission d'examen*

Rien à signaler

7.1.1.10 Évaluation des objectifs opérationnels pour le délégué à la *coopération*

N°	Libellé	Évaluation
1	Coopération STATEC-LSB (LaoPDR)	Le projet de coopération entre le STATEC et le LSB a accompli plusieurs avancées au cours de l'année écoulée : • Suite à une étude de faisabilité sur les comptes de l'environnement, la compilation des comptes des flux de matières et des comptes des flux physiques de l'énergie a été débutée. • Suivant le programme de formation établi pour traitement des enquêtes adressées aux ménages, une formation a été organisée cette année sur les techniques d'échantillonnage. • Diverses actions améliorant la gestion des ressources humaines au sein du Bureau statistique laotien ont été menées. Un stagiaire laotien a été accueilli au STATEC pour une période de 3 mois, afin de découvrir les méthodes de compilation des comptes nationaux luxembourgeois..

7.1.1.11 Évaluation des objectifs opérationnels pour la déléguée « diversité et bien-être »

N°	Libellé	Évaluation
1	Groupe Bien-être	Un groupe a été créé en novembre 2019 afin de thématiser le bien-être au travail. Six collaborateurs du STATEC se sont portés volontaires pour un mandat de deux ans. Le groupe se réunira en janvier 2020 pour la première fois afin de rassembler des idées d'activités à faire et de thèmes à traiter.
2	Groupe Diversité	Un groupe « diversité » existe au STATEC depuis plusieurs années. Afin d'apporter du vent nouveau, le groupe a été réorganisé suite à un appel à volontaires en novembre 2019. Six collaborateurs se sont portés volontaires. Le groupe se réunira en janvier 2020 pour la première fois afin de rassembler des idées d'activités à faire et de thèmes à traiter.

7.1.1.12 Évaluation des objectifs opérationnels pour le délégué à la sécurité du personnel et du bâtiment

Rien à signaler

7.1.1.13 Évaluation des objectifs opérationnels pour la déléguée à l'égalité

Rien à signaler

7.1.2 Bilan des travaux courants

7.1.2.1 Évaluation des travaux courants du responsable de la sécurité du système d'information

N°	Libellé	Évaluation
1	Amélioration continue ESS IT SEC	La base documentaire du STATEC a été mise à jour à plusieurs reprises pour rendre possible l'amélioration continue ESS IT SEC. En particulier, le STATEC a établi et réalisé un plan d'action permettant de traiter les non-conformités détectées dans le cadre de l'audit ESS IT SEC.
2	Formations	Une formation de sensibilisation à la sécurité de l'information a été créée et intégrée dans la formation spéciale du STATEC.
3	Rédaction des documents ESS IT SEC	Rédaction de toutes les politiques et de procédures prévues pour la mise en place d'un système de management de la sécurité de l'information ayant comme objectif la conformité au framework ESS IT SEC.
4	Animation du comité de sécurité	Réunions régulières du comité de sécurité pour décider des mesures de sécurité de l'information appropriées à mettre en œuvre pour le STATEC ainsi que pour valider des politiques et procédures et gérer des incidents de sécurité.
5	Gestion des incidents de sécurité	Tous les incidents de sécurité signalés ont été traités conformément à la procédure.

7.1.2.2 Évaluation des travaux courants du délégué à la protection des données

N°	Libellé	Évaluation
1	Formations	Les deux cours « Sensibilisation à la sécurité de l'information & GDPR » et « Protection des données, confidentialité » ont été assurés (le premier conjointement avec Fabrice Thill) dans le cadre de la formation spéciale du STATEC.
2	DataREG	Mise à jour en continu des fiches du registre des traitements du STATEC
3	Notices d'information	Assistance à la rédaction de notices d'information GDPR Traductions vers l'anglais, l'allemand, le luxembourgeois
4	Assistance aux personnes concernées	Information individuelle sur les droits des personnes concernées et sur la protection des données en général (par e-mail ou téléphone)

7.1.2.3 Évaluation des travaux courants pour la responsable de la *qualité*

N°	Libellé	Évaluation
1	Qualité des statistiques européennes	Le suivi du questionnaire annuel d'Eurostat sur les progrès faits par le STATEC depuis la dernière Peer Review a été fait. La déléguée à la qualité a participé aux réunions des groupes de travail et des task forces liées à la qualité des statistiques européennes et a répondu aux consultations écrites dans ce domaine (Manuels méthodologiques, projets de règlement EU). Par ailleurs, des formations sur le Code de bonnes pratiques de la statistique européenne ont été réalisées. Ce code fixe les normes pour le développement, la production et la diffusion des statistiques européennes. Il s'appuie sur une définition commune du Système Statistique Européen (SSE) de la qualité dans les statistiques et cible tous les domaines pertinents de l'environnement institutionnel, les processus de production des statistiques jusqu'à leur diffusion en tant que statistiques officielles européennes.

7.1.2.4 Évaluation des travaux courants de l'unité *Grandes Entreprises*

N°	Libellé	Évaluation
1	Mise en place d'une nouvelle unité qui s'occupe de la mise en cohérence des différents domaines statistiques.	Pendant l'année 2019, l'unité Grandes entreprises a défini la liste des multinationales ciblées et a établi des pratiques de mise en cohérence et de collaboration entre les statistiques de base et les sources administratives qui ont permis d'identifier et analyser des incohérences significatives entre les domaines statistiques.

7.1.2.5 Évaluation des travaux courants de la coordinatrice *Grande Région*

N°	Libellé	Évaluation
1	Statistiques Grande Région : les travaux du Groupe de travail Statistiques de la Grande Région	Le contenu du Portail Statistiques Grande Région est régulièrement mis à jour (tableaux statistiques, métadonnées et actualités). Les différentes séries de publications réalisées par les membres du groupe de travail ont été mises en lignes. La coordinatrice du groupe de travail Grande Région participe aux réunions, conférences et comités afférents et collabore aux projets des partenaires (Ministère de l'aménagement du territoire, Système d'Information Géographique de la Grande Région (SIG-GR), Observatoire interrégional du marché de l'emploi (OIE), Luxembourg Institute of Socio-Economic Research (LISER)).

7.1.2.6 Évaluation des travaux courants du délégué à la *coordination statistique*

N°	Libellé	Évaluation
1	Comité de direction, Suivi StatPlan, Tour des divisions	Rédaction des comptes rendus. Les délais de livraison des comptes rendus ont pu être raccourcis.
2	Comité des statistiques publiques et Conseil supérieur de la statistique	Organisation des réunions, y compris rédaction du compte-rendu

7.1.2.7 Évaluation des travaux courants de la déléguée à la *formation*

N°	Libellé	Évaluation
1	Organisation de la formation spéciale	Presque tous les cours ont été abordés. Les modalités d'organisation se sont confirmées. Pour la deuxième année, les places disponibles ont été ouvertes à tous les agents intéressés du STATEC.
2	Organisation de la formation continue au STATEC	4 cours ont été organisés dans le cadre du plan de formation du STATEC (formation continue du STATEC). Validation de 139 inscriptions aux cours de formation continue de l'INAP (72 inscriptions en 2018).

N°	Libellé	Évaluation
3	Rôle de national contact point dans l'organisation des cours ESTP	26 demandes d'inscriptions d'agents du STATEC ont été transmises pour les cours ESTP, toutes les demandes ont été acceptées 24 agents au cours ESTP en 2019 (34 agents en 2018)

7.1.2.8. Évaluation des travaux courants de la *Commission d'examen*

Rien à signaler

7.1.2.9 Évaluation des travaux courants du délégué à la *coopération*

Rien à signaler

7.1.2.10 Évaluation des travaux courants de la déléguée « *diversité et bien-être* »

N°	Libellé	Évaluation
1	Diversity Day	Grand succès de la journée de la diversité qui a eu lieu le 15 mai 2019. Le traditionnel « Café de la Diversité » a fortement été apprécié.
2	Diversity Network	Le STATEC, en collaboration avec l'IMS, a accueilli les membres signataires de la Charte de la diversité afin d'échanger des bonnes pratiques autour du sujet « Accueil et intégration ».
3	Fruit Day	Tous les derniers mercredis du mois, le STATEC organise la journée du fruit. Le Ministère de l'Economie nous permet de distribuer des fruits à nos collaborateurs dans le cadre du bien-être au travail.

7.1.2.11 Évaluation des travaux courants du délégué à la *sécurité du personnel et du bâtiment*

Rien à signaler

7.1.2.12 Évaluation des travaux courants de la déléguée à l'*égalité*

Rien à signaler

7.1.3 Bilan de communication

7.1.4 Publications

Nom de la publication	Série	Auteurs
N°17 : Le Conseil supérieur de la statistique se prononce sur les activités et projets du système statistique luxembourgeois	StatNews	Marc Pauly, Christian Welter
87% des sondés font confiance au STATEC ; Regards N° 21/2019 (Confiance dans la statistique publique)	Regards	Simone Casali
N°02 : La Grande Région en chiffres	Statnews	Simone Casali
Statistiques en bref 2018/Statistische Kurzinformationen 2018 (brochure papier)	Statistiques en bref / Statistische Kurzinformationen	STATEC, Statistisches Amt Saarland, INSEE Grand Est, Statistisches Landesamt Rheinland-Pfalz, IWEPS (Wallonie)
Q4/T4-2018, Q1/T1-2019, Q2/T2-2019	Conjoncture dans la Grande Région / Konjunktur in der Großregion	STATEC, Statistisches Amt Saarland, INSEE Grand Est, Statistisches Landesamt Rheinland-Pfalz, IWEPS (Wallonie)

Nom de la publication	Série	Auteurs
Nouvelle édition de la brochure Statistiques en bref (N°1/2019)	Grande Région: Dernières nouvelles / Großregion : Statistik aktuell	STATEC, Statistisches Amt Saarland, INSEE Grand Est, Statistisches Landesamt Rheinland-Pfalz, IWEPS (Wallonie)
Causes de décès/Todesursachen (N°2/2019)	Grande Région: Dernières nouvelles / Großregion : Statistik aktuell	STATEC, Statistisches Amt Saarland, INSEE Grand Est, Statistisches Landesamt Rheinland-Pfalz, IWEPS (Wallonie)
Newsletter 2 (Mai 2019)	Newsletter projet Coopération LSB-STATEC	Perig Leost
Newsletter 3 (Novembre 2019)	Newsletter projet Coopération LSB-STATEC	Perig Leost

8. Division IT – Informatique

8.1 Bilan de l'année 2019

8.1.1 Bilan des objectifs opérationnels

8.1.1.1 Évaluation des objectifs opérationnels qui visent la division en entier

N°	Libellé	Evaluation
2	ESS IT Security et GDPR	Framework ESS IT Security et GDPR Le STATEC a pu obtenir en 2019 le certificat de conformité au Framework ESS IT SEC émis par Eurostat, après avoir été confronté à des délais raccourcis imposés par Eurostat. Le Framework ESS IT SEC est basé sur la norme reconnue ISO27702.
3	Transfert de connaissance du responsable système et sécurité et RSSI	Passation de poste L'ensemble des connaissances a été transmis courant 2019. De nouvelles personnes ont intégré l'équipe et ont repris ces tâches.
4	Service IT CTIE	La migration de certains services a été réalisée avec succès vers le govcloud. Néanmoins, le STATEC continuera d'évaluer quels services il est opportun de migrer vers le CTIE.
5	Migration des Windows 2008 Server et des SQL Server	Migration des Windows 2008 Server et des SQL Server La migration des SQL Servers est à 100%. Les serveurs qui tournent encore seront éteints au plus tard la veille du 20 janvier 2020.
6	Parc informatique	Nouveau parc informatique La migration du parc informatique a été terminée dans les délais.
7	JAVA Changement de licence	JAVA Changement de licence Les Java ont été mis à jour avec une version OpenJdk. Quelques applications propriétaires n'ont pas pu être migrées à cause d'incompatibilités ou parce qu'ils incluent le Java, mais ces cas ne posent pas de problème de licence.
9	National accounts – The next generation (NATNG)	Développement de l'application VIVA pour le nouveau système des comptes nationaux (NATNG) Les connecteurs pour les outils statistiques ont été développés. La première version du produit est prête et VIVA peut être mis à disposition des utilisateurs pour l'intégrer dans des premiers processus.
10	Intranet	Mise en place d'un nouvel Intranet en SharePoint en collaboration avec le CTIE. L'intranet a été mis en production et la migration des anciens documents est terminée. Des documents ont également été transférés vers les groupes de travail.

N°	Libellé	Evaluation
11	Centrale des Bilans – Re-programmation de la base de données avec optimisation des performances	Refonte de la base de données de diffusion : Amélioration de la performance Le nouvel environnement de reporting a été mis en production. Les données sont maintenant mises à jour plus fréquemment et la structure de la base de données permet des réponses plus performantes.
12	Diffusion de la NACE sous forme de Web Service vers le RCS et les autres administrations	Diffusion de la NACE via un Web Service (WS) Les développements des 3 WS sont terminés, et ont été mis en production.
14	Moderniser Intrastat (FRIBS)	Des modifications ont été apportées au planning prévisionnel suite à la migration de certaines procédures de traitement vers la couche opérationnelle. Les travaux liés à la couche opérationnelle se composent dorénavant de la (ré)modélisation de quatre bases de données et le développement de tous les flux d'alimentation et de traitements associés. En outre, la base de données VIES va être complétée avec des données du Répertoire des Entreprises, intégrée au projet MI et améliorée afin d'augmenter la qualité des données et des estimations.
15	Enquête CRIME	CRIME Le projet Pilote de l'enquête CRIME a été mis en ligne en fin d'année. Un environnement de reporting doit encore être développé afin d'exploiter les premières réponses.
16	Directive accessibilité web : adaptation des sites web	Notre site « Dépôt » pour la déposition de fichiers a été mis en ligne avec la directive d'accessibilité. La mise en conformité du portail de la grande-région est en cours, mais avance plus lentement dû au fait que tout changement doit être validé par chacun des membres de la grande région.
17	Gestion des enquêtes	Traitement des processus informatiques liés à la production des enquêtes Les enquêtes prévues pour 2019 ont été réalisées avec succès.
18	Centrale des Bilans	PCN 2020 L'intégration du PCN 2020 dans le système de collecte a été testée en fin d'année 2019 avec succès.
20	RP2021	Recensement de la population en 2021 <i>Un recensement pilote a été réalisé fin 2019. Ce recensement doit permettre de tester :</i> • le nouveau questionnaire ; • la fusion entre les registres ; • la fusion entre les registres et les questionnaires ; • la fusion entre les questionnaires et le RBL ; <i>la solution Internet (CTIE).</i>
24	Centrale des Bilans	Diffusion des données de la Centrale des Bilans Les besoins pour ce projet ont changé courant 2019 changés et ont nécessité quelques adaptations au niveau du WebShop. La mise en production est en cours.
27	Transport routier de marchandises (TRM) : collecte électronique pour de nouveaux transporteurs	TRM : Transport routier de marchandises Les développements pour la collecte électronique ont été réalisés et doivent encore être testés. Des erreurs dans les fichiers sources ont retardé ces tests. De nombreuses adaptations ont aussi été réalisées dans l'application pour faciliter la gestion et le suivi de l'encodage.

N°	Libellé	Evaluation
30	IPC et Scanner Data	Scanner Data Aucune nouvelle classe COICOP n'a été intégrée. IPC Une solution de Web scraping a été développée et récolte actuellement les prix pour un magasin. La méthodologie pour intégrer ces données est en cours d'analyse. Il est prévu de collecter les prix plus fréquemment sur le mois pour 2020. Le système doit être mis en production début 2020. L'application IPC, ainsi que la base de données, ont été mises à jour pour intégrer la planification d'extraction des prix des vols d'avions.
36	ECCS – Enquêtes de conjoncture	Enquête de conjoncture (IND, CON, INV) L'importation des données historiques, les formulaires web, l'application, et le reporting ont été développés. Le projet est encore en phase de test.
38	Audit de sécurité des sites Web	Suite aux recommandations d'iTrust, un audit de nos sites exposés sur Internet a été réalisé en 2019 par des consultants externes. Aucune faille grave n'a été détectée, et les mineures ont été corrigées.

8.1.2 Bilan des travaux courants

8.1.2.1 Evaluation des travaux courants de la division IT

N°	Libellé	Evaluation
1	Installation, maintenance et supervision des systèmes et du réseau	- Installation et mise à jour des logiciels et des systèmes ; - réparation des appareils en dysfonctionnement ; - mise à jour des certificats ; - supervision et la centralisation des journaux des systèmes ; - supervision de l'espace de stockage en continu ; - installation, configuration et supervision des dispositifs réseau.
2	Administration des bases de données	L'administration des bases de données est assurée avec la réalisation d'opérations de maintenance et l'écriture de scripts. Une analyse constante des besoins des développeurs et utilisateurs a été instaurée afin d'améliorer nos procédures et politiques.
3	Gestion des quotas, des sauvegardes et de l'archivage	La gestion de l'espace disque (quotas) sur les serveurs de fichiers est effectuée à chaque expression du besoin d'un utilisateur. Cette gestion peut aboutir à de l'archivage des données. Le bon fonctionnement des sauvegardes est contrôlé quotidiennement. La restauration de fichiers et l'archivage de données ont été faits à chaque demande utilisateur.
4	Gestion du matériel informatique du Statec	Un inventaire est maintenu à jour pour tout le matériel informatique. La gestion du stock des consommables informatiques est faite en continu.
5	Installation et mise à disposition du matériel informatique pour les utilisateurs	L'installation des systèmes d'exploitation, des licences, des certificats et des applications est réalisée sur les postes des utilisateurs.
6	Gestion des licences	Un inventaire des licences est maintenu à jour. Le Statec gère aussi les licences de certains outils statistiques d'autres administrations gouvernementales.
7	Helpdesk (gestion du système de ticketing)	L'unité informatique gère le support de 1^{er} et second niveau aux utilisateurs. Un support ponctuel est apporté au Conseil Economique et Social.
8	Gestion des demandes d'accès informatiques et mise en place des droits d'accès	Pour chaque demande d'accès au système d'information du Statec, l'unité informatique vérifie la conformité de la demande et procède alors aux opérations d'installation et de déclaration.
9	Maintenance des applications Web	Les applications et les systèmes exposés sur Internet sont contrôlés de manière très régulière. Des opérations de maintenance sont aussi réalisées.

N°	Libellé	Evaluation
10	Gestion des applications du CTIE	Toutes les demandes relatives à l'antivirus, aux comptes utilisateurs IAM et aux adresses mail sont traitées.
11	Supervision des processus automatisés	Quotidiennement, l'unité informatique vérifie la bonne exécution des tâches planifiées, les relance et les corrige en cas d'erreur.
12	Gestion des importations et des exportations des données	Pour chaque importation/exportation de données demandées par un utilisateur, l'unité informatique vérifie la validité de la demande auprès du responsable de l'utilisateur puis effectue l'opération.
13	Gestion du site de secours	Pour s'assurer d'une reprise rapide en cas d'incident sur le site principal, un site de secours est utilisé. La mise en place et le contrôle des procédures de répliquions sont effectués.
14	Gestion des bâtiments et des salles de formations	L'unité informatique assure la gestion des salles machines et veille aussi à la préparation des salles de formation en cas de besoin.
15	Gestion Horaire Mobile du Statec	Plusieurs agents de l'unité informatique assurent une aide ponctuelle ou régulière pour la gestion de l'horaire mobile du Statec.
16	Gestion du budget informatique	La gestion du budget informatique est assurée conjointement par l'unité informatique et l'unité budget du Statec.
17	Gestion des projets informatiques	La gestion des projets est assurée par l'unité informatique.
18	Corrections et maintenances évolutives sur toutes les applications internes du Statec	Le développement de nouveaux modules ou la réalisation d'adaptations sur les applications internes au Statec sont réalisés.
19	Corrections et maintenances évolutives sur tous les flux de données	Les processus de traitement de données évoluent au cours de l'année. Des adaptations ou corrections doivent être réalisées.
20	Veille technologique	Des recherches et analyses sont régulièrement réalisées en vue de s'informer sur les dernières technologies. L'objectif est d'innover et améliorer les systèmes existants ou les futurs projets.
21	Maintenance du Portail Grande-Région	Les logiciels utilisés pour le portail de la Grande-Région sont mis à jour après chaque sortie de version majeure ou patch de sécurité.
22	Maintenance du portail pour les enquêtes électroniques	À chaque nouvelle sortie d'un patch de sécurité, les serveurs web du portail et des services web sont mis à jour. Des corrections peuvent aussi être réalisées.
23	Helpdesk pour les enquêtes électroniques et Idep.Web	Une assistance auprès du public a été assurée par l'unité informatique pour certaines enquêtes électroniques et le service en ligne Idep.Web.
24	Vérification de la qualité des données	Les données en provenance de différentes sources sont traitées et validées quotidiennement.
25	Gestion des téléphones fixes et portables	La gestion courante des téléphones fixes et portables est effectuée tout au long de l'année.
26	Révision de la sécurité	Tout au long de l'année, des opérations de révision de la sécurité sont menées. De plus, un suivi des incidents de sécurité est assuré.
27	Encadrement des intervenants externes rattachés à l'informatique	Pour chaque prestation d'un intervenant externe, il est nécessaire de l'encadrer et de vérifier que les bonnes pratiques informatiques soient respectées (documentation, type de programmation, etc.).
28	Administration du système d'impression	L'unité informatique s'est chargée de l'administration du système d'impression.
29	Production d'une documentation informatique de qualité	Par manque de temps et suite à l'urgence de nombreuses demandes, une documentation de qualité décrivant les fonctionnalités des applications n'est pas toujours rédigée.

8.1.3 Bilan de communication

8.1.3.1 Publications

RAS